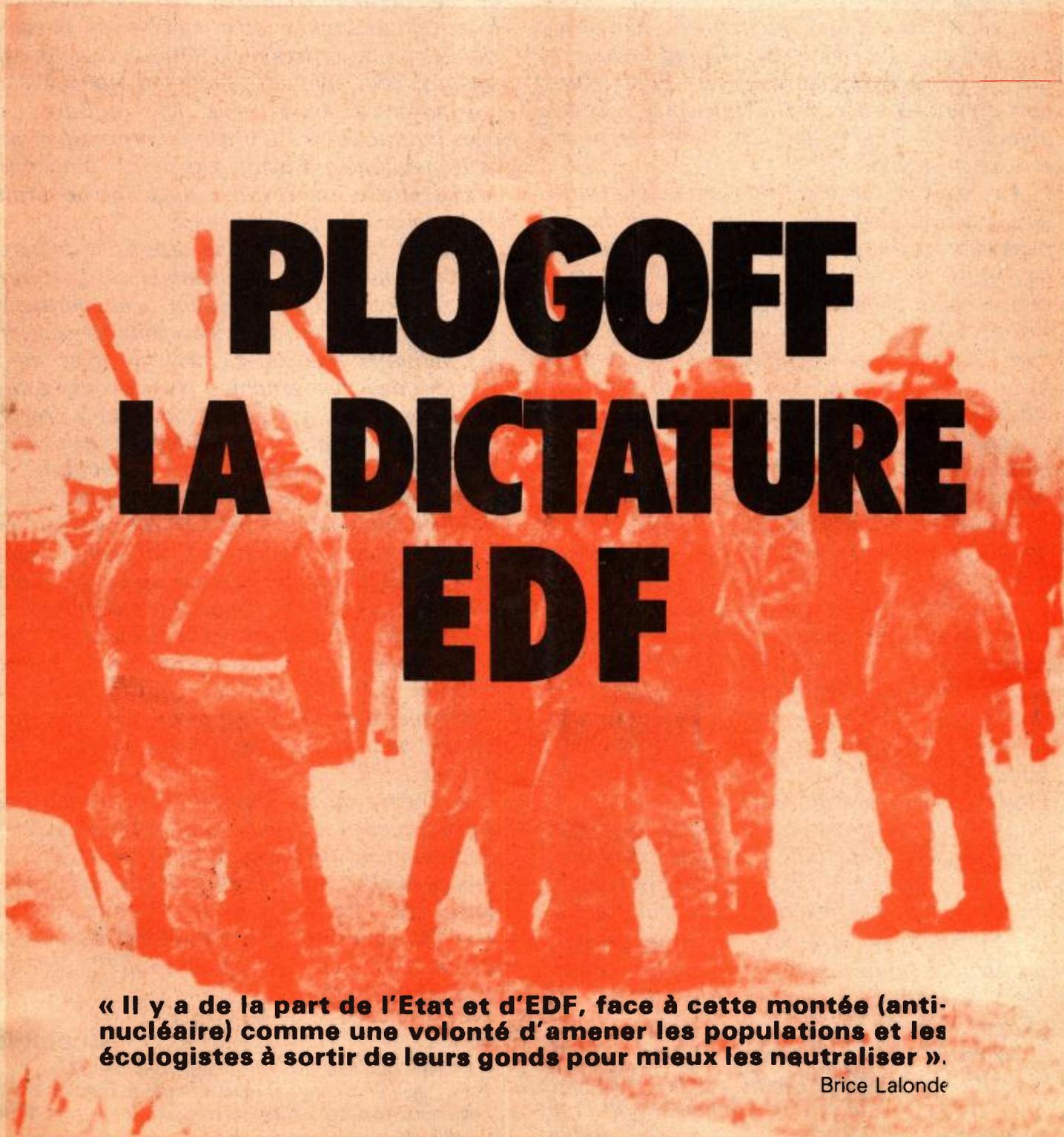


ÉCOLOGIE

Bi-mensuel / 8 F / du 16 avril au 7 mai 1980 / n° 327

Ce journal est imprimé sur papier recyclé



PLOGOFF LA DICTATURE EDF

« Il y a de la part de l'Etat et d'EDF, face à cette montée (anti-nucléaire) comme une volonté d'amener les populations et les écologistes à sortir de leurs gonds pour mieux les neutraliser ».

Brice Lalonde

PLOGOFF, SES BRETONS SON NUCLEAIRE

Plogoff... boff...

Il y a eu aussi Bugey, Flamanville, Erdeven, Fessenheim, Le Pellerin, Braud-et-Saint-Louis... Certains lieux prévus pour l'implantation d'une centrale électro-nucléaire ont été abandonnés, d'autres ont vu s'élever des tours et sont en activité.

Au juste, qu'à bien pu arrêter la lutte antinucléaire française ? Et puis, comme se plaisaient à le proclamer il n'y a pas si longtemps les médias français bien intentionnés, la lutte antinucléaire est moribonde en France ! Malville a marqué un coup d'arrêt dans l'énergie des militants, et le programme nucléaire français va bon train, au pays du « bon sens » qui est « près de chez nous » !...

Tout était en France dans le meilleur des mondes nucléaires possibles. Puis, fin 79, le sud-ouest se réveilla, autour de Golfech (Tarn-et-Garonne) : on se déplaçait, du voisinage et de plus loin, pour « fissurer » les registres d'enquête.

Mais c'était sans compter, comme le diraient les présentateurs de notre BD nationale, Astérix sans l'énergie d'« un petit village peuplé d'irréductibles bretons » : Plogoff. « Ils sont fous, ces Bretons ! ». Pas si fous puisqu'ils s'opposent avec une énergie toujours renouvelable à la folie nucléaire qui vient les solliciter. Plogoff ne deviendrait pas Pleutonium !*

A la pointe-du-raz-le-bol nucléaire, voici donc, numéro spécial du bi-mensuel Ecologie, un aperçu de Plogoff 1980, par un hiver doux, un peu trop chaud aux yeux de certains tièdes.

« Plogoff, ses Bretons, son nucléaire » : projet de dépliant touristique pour les années 1985. Les Bretons en question, marins pour la plupart, femmes de marins en première ligne, s'opposent à ce projet, avec une véhémence qui engendre la violence des forces de l'ordre. De quel ordre ? L'ordre des avocats qui voit suspendre l'un des siens parce que les propos

de ce dernier n'étaient pas convenables ? L'ordre qui impose aux populations finisté-riennes les désordres biologiques, écologiques, sociaux, économiques, génétiques que peuvent engendrer, à court terme, les « nuisances » liées au nucléaire ? L'ordre d'un président de la République qui avait, lors de sa campagne présidentielle, assuré que le nucléaire ne serait pas imposé aux populations ?

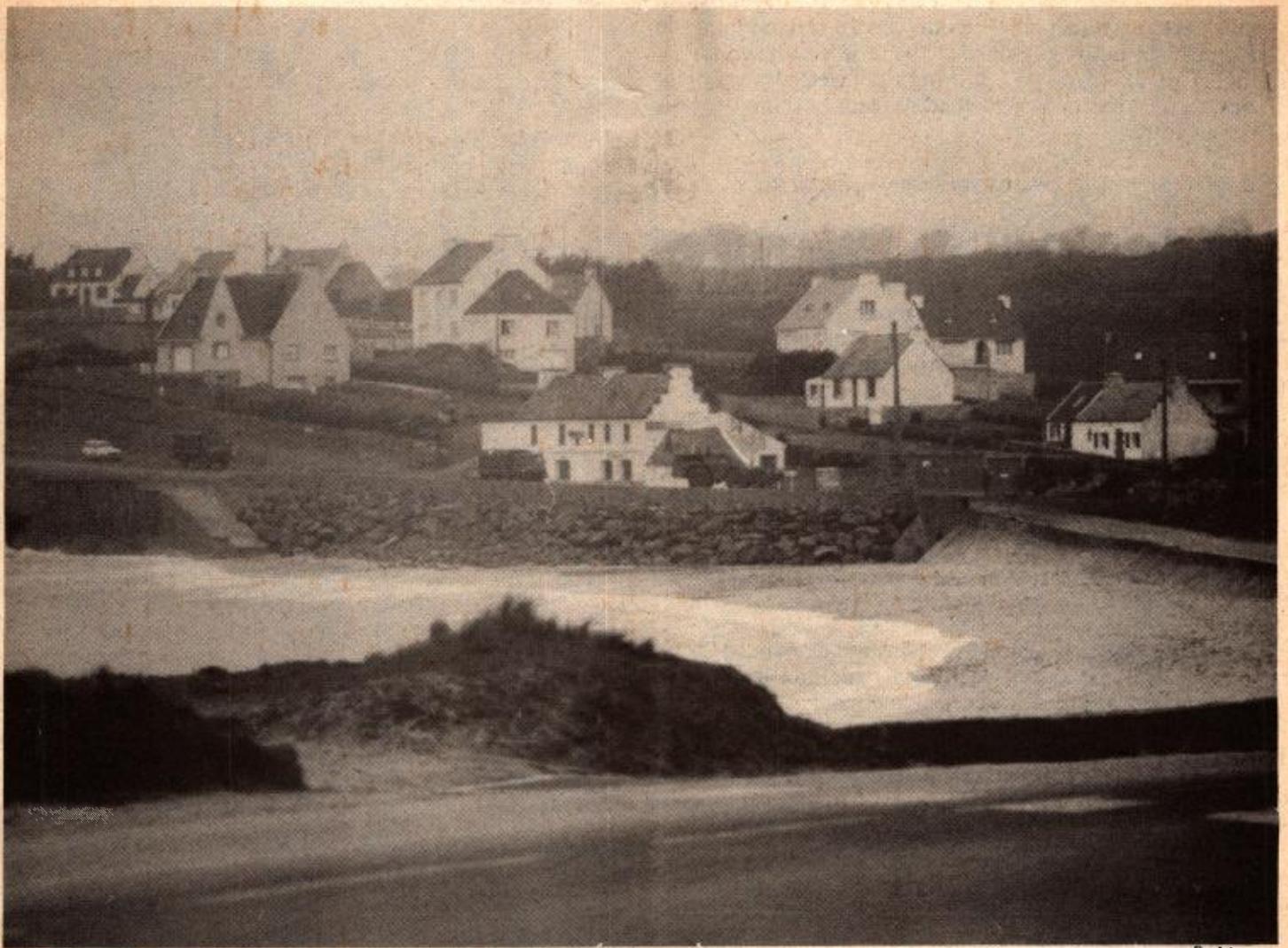
Plogoff ? Il nous a semblé nécessaire de faire un tour d'horizon -- si incomplet soit-il -- sur la question. Roger Masson, collaborateur d'Ecologie, est allé sur place pour rencontrer les militants bretons, s'entretenir avec eux, prendre des photographies. Nous avons également observé ce qui s'est dit ici et là à propos des « événements » de Plogoff, parmi les responsables municipaux ou politiques et surtout à travers la presse quotidienne.

Voici donc, avec le n° 327 d'Ecologie, un « spécial Plogoff ». Ceux qui, par éloignement géographique ou par manque de temps, n'ont pu suivre cette lutte antinucléaire, populaire et passionnée, trouveront ici quelques repères pour mieux suivre le déroulement d'une guérilla pour la vie qui s'est déroulée à l'extrême-ouest de notre péninsule bretonne, contre vents et marées, en une clémence fin d'hiver 1980.

A l'heure où les Américains ne savent pas encore quelles sont ou seront les conséquences de l'accident survenu au printemps 1979 à l'usine nucléaire de Three Mile Island (Harrisburg), les Bretonnes et les Bretons luttent corps et âme pour que Plogoff ne risque pas de devenir l'un des noyaux privilégiés du risque nucléaire.

Ecologie

(*) Pleu. mot breton -- avec ses variantes Plou, Ploë, Plo -- signifiant village et rentrant dans la composition de nombreux noms typographiques bretons (Pleumeur, Pleumartin, etc.).



R. Masson

ENTRETIEN AVEC JEAN-MARIE KERLOC'H MAIRE DE PLOGOFF

J.-M. Kerloc'h – Il n'y a pas eu de prises de position d'élus locaux contre l'implantation d'une centrale à Plogoff, au plan départemental. Sur le plan régional, il y avait des élus de l'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, et c'était un peu moins intéressé parce que, plus on s'éloigne, plus les gens pensent que tant que ce n'est pas chez eux, ça va : et ils ont tort de le penser.

Nous, sur le plan local, depuis le début, nous sommes farouchement contre. Toute la population, le Conseil municipal en entier, et même tout le Cap (Sizun), sans aller chercher plus loin, car nous avons eu des délibérations des grandes villes telles que Brest, Rennes... Toutes les communes du Cap et du canton, et c'est très important, ont pris des délibérations contre. Il faut que les gens le sachent.

Ecologie – *Mais parmi les élus aux assemblées nationales ou les « personnalités politiques », quelles ont été les réactions ?*

J.-M. Kerloc'h – Il y a eu un ministre qui est venu quand on a lancé cette affaire du nucléaire – si on peut appeler ça une affaire – en 74. C'était M. Jarrot, ministre de la Qualité de la Vie. Nous avons eu une entrevue avec lui à la Baie des Trépassés et il nous a dit : « Vous avez un beau site ici et je vous aiderai à le défendre ». Ceci dit, M. Jarrot est parti et a été remplacé par beaucoup d'autres, entre autres par M. d'Ornano. D'ailleurs – j'ai déjà eu l'occasion de le dire, je propose à M. d'Ornano de prendre la centrale que nous refusons ici à Deauville, dont il est aussi maire. Quant à notre député, il a toujours été pour. Je pense qu'il a été envoyé ici, dans le Finistère – parce

que c'est un parachuté – pour vendre la commune de Plogoff aux pouvoirs publics. Quand je dis « vendre », le mot n'est pas trop gros : il a trahi ses électeurs un point c'est tout – puisqu'il ne défend pas leur position de refus de la centrale.

Ecologie – *Que pensez-vous après l'enquête ?*

J.-M. Kerloc'h – D'abord, je dis que c'est une « enquête-bidon » : cette enquête est un scandale. Il y a un commissaire-enquêteur qui doit donner un avis... J'ai eu l'occasion de le dire : si ces trois enquêteurs venaient me voir, je pourrais leur communiquer tout ce que j'ai reçu concernant cette enquête comme témoignages de soutien, non seulement de Bretagne, mais de toute la France, et même de l'étranger – des dossiers, des centaines de lettre. Avant qu'il donne son avis... Ça lui posera un cas de conscience, car il verra que non seulement les gens du Cap sont opposés à la centrale du Cap, mais beaucoup d'autres aussi !

Ecologie – *Croyez-vous que ça aura une influence sur son avis officiel de conclusion ?*

J.-M. Kerloc'h – Non ! Certains me demandent pourquoi je n'ai pas ouvert la mairie pour que les dossiers d'enquête y soient déposés. J'ai répondu que si, lorsque l'avis de la population est négatif, le projet était abandonné (ce qui paraît logique dans une démocratie), j'aurais accepté. Mais dans le cas d'implantation d'une centrale nucléaire, jamais il n'a été tenu compte des avis émis par la population. Qu'on me cite un cas... il n'y en a pas ! A quoi sert donc cette enquête puisque l'avis est toujours dans le sens que veulent lui donner les pouvoirs publics, quel que soit le nombre des signatures et d'avis émis contre le projet ? C'est ça la démocratie ?

Cette enquête-bidon est une provocation que les gens de Plogoff n'acceptent pas : Depuis le début, ils ont pensé nous avoir à l'usure, mais ils ne connaissaient pas les gens de Plogoff. Ici, il y a des marins, des femmes de marins, qui ont la vie dure. Quand les hommes sont en mer, ce sont les femmes qui prennent la responsabilité de la famille : et elles continuent à le faire dans cette affaire.

Pour que ce soit calme à Plogoff, il faudrait déporter 2 359 personnes, c'est-à-dire toute la population de la commune !

Dès le début, nous nous sommes opposés à ce projet. Ils ont dû se dire : « Ça va passer, c'est des rigolos, c'est des farfelus... ». Mercredi prochain, on ira devant le tribunal à Quimper pour le procès de celui qui a été arrêté, tous. **Il faut que toute la France sache, et comprenne, ce qui se passe ici !**

On nous a dit : « contents ou pas contents, enquête ou pas enquête, la centrale se fera ! ». Alors, pourquoi ils nous imposent cette enquête avec un tel déploiement de force, puisqu'ils savent déjà les conclusions ? Nous sommes déterminés. C'est pourquoi je dis aux journalistes de faire un tour de la commune et d'interroger les gens plutôt que le maire : c'est ça la démocratie !

Ecologie – *Après la fin de l'enquête, pensez-vous continuer la lutte et comment ?*



J.-M. Kerloc'h – Nous avons constitué un Comité de défense, depuis le début, tout au moins pour prendre conscience, depuis fin 74 début 75. Mais ce n'est qu'en 76 que ça a commencé à prendre une tournure sérieuse, quand EDF a commencé à faire les yeux doux, qu'ils sont venus à la mairie demander à faire des études, des sondages, sur le site de Feunten Aod. Le Comité de défense s'est créé et le Conseil municipal a pris un arrêté interdisant aux poids lourds de circuler sur le territoire de la commune.

Depuis cette époque, le Comité de défense se réunit le premier mardi de chaque mois. Nous y avons reçu des représentants du Larzac, de Flamanville, Creys-Malville, de Gravelines, etc. Chaque fois, ils étaient étonnés de trouver 400 ou 500 personnes, même en hiver, eux qui sont bien souvent, hélas, à trouver 30 ou 40 personnes... Parfois nous n'avions pas grand-chose de nouveau à dire, n'ayant pas eu de nouvelles informations qui aient filtré d'EDF ou d'ailleurs. Mais nous restions vigilants !

Après l'enquête on continuera. C'est au Comité de définir cela, selon la situation : on ne peut pas prévoir à l'avance. **Nous n'avons pas maintenu notre pression depuis plus de cinq ans pour mollir maintenant.** Evidemment, devant 5 000 CRS, on ne pourra pas empêcher grand-chose... Mais toute la France verra ce qu'est la démocratie de la société nucléaire... Dès maintenant, les gens, dans le monde entier commencent à se rendre compte qu'il y a des problèmes de sécurité avec le nucléaire, comme à Harrisburg, ou plus récemment en Belgique (Chooz). Même si ça n'est pas grave, on nous le dit pas, on le cache.

Par exemple, ici, pour le poisson, on nous a dit qu'il n'y aura pas de conséquence. C'est faux ! Ça s'est passé en Espagne – une centrale au bord de la Méditerranée : il n'y a plus de poisson à 10 km à la ronde. Cousteau, dans son émission sur la pollution de la Méditerranée, a parlé longuement de cette centrale. Pourquoi les pouvoirs publics le cachent ? Pourquoi n'en parlent-ils pas ?

Des gens des environs sont allés visiter Chinon et Saint-Laurent-des-Eaux, qui sont des centrales d'un type différent (UNGG) et beaucoup plus petites que celles qu'ils

veulent installer ici (4 PWR de 1 300 MWe). Mais le procédé de « surveillance » serait à peu près le même qu'ici. Ils font donc tous les mois des prélèvements sur à peu près tout – parce que s'ils n'en faisaient pas les gens se méfieraient encore plus – sur le lait, sur la viande, sur l'herbe, etc.

Ceux qui sont allés là-bas sont des paysans, qui ne savaient pas quoi penser : **et ils ont voulu discuter avec les paysans des environs de ces centrales : ils sont tous revenus antinucléaires...**

Si tout va « bien », on leur dit qu'ils peuvent vendre leur lait. S'il y a quelque chose on vient en voleur, on leur ramasse leur lait, en le payant quand même, sans explications. C'est très grave : on devrait informer les gens en bien ou en mal... Pourquoi fait-on comme ça ? Pourquoi leur prend-on leur lait sans explication ? On sait qu'il y a des accidents, des fuites à l'étranger. On nous dit : « ça n'arrive pas chez nous ! ». Mais on n'est pas plus malins que les autres, et ce qui est sûr, c'est qu'on n'a pas plus d'argent que les Américains pour faire des recherches. Et eux, ils ont des ennuis ! Alors ?...

On a lu ici tous les rapports parus sur Harrisburg. Il est évident qu'ils ont frôlé la catastrophe ; et la commission d'enquête, composée de 212 scientifiques, reconnaît malgré tout des malformations thyroïdiennes (dues aux rejets d'iode 131).

Grâce aux écologistes, on a pu avoir des extraits du plan ORSEC-RAD, qui dit qu'en cas d'accident il faut rester dans les maisons, portes et fenêtres bouclées, ne pas manger ni boire ce qui risque d'être contaminée, et qu'en cas d'évacuation on viendra nous chercher et, qu'on aura le droit d'emporter quelques affaires dans un sac en plastique... On peut pas dire que ça soit encourageant ! Et ils refusent toujours de publier ce plan officiellement ! Pourtant, c'est bien la population qui est concernée ! Elle a le droit de savoir ! Evidemment, si elle savait ce qui l'attend, peut-être ne voudrait-elle pas de centrale ni d'industrie nucléaires...

Propos recueillis par Roger MASSON



PLOGOFF, 20 FEVRIER 1980

Conférence de presse

Le mercredi 20 février 1980, une conférence de presse s'est tenue à la mairie de Plogoff. Anne-Marie Carval, présidente du Comité de défense contre l'implantation de la centrale nucléaire, et Jean Moalic, gérant du Groupement Foncier Agricole (GFA), y ont présenté à la presse les tenants et les aboutissants de la lutte antinucléaire à Plogoff. Nous reproduisons ici les propos qui y ont été tenus ainsi que les réponses faites à la presse, en l'occurrence, une chaîne de la Télévision allemande.



A.M. : Nous avons appris en 1975 qu'on voulait installer une centrale nucléaire à Plogoff. Nous l'avons appris par la presse. Aussitôt, des réunions d'information, faites par des scientifiques, ont eu lieu. La population s'est sentie aussitôt concernée. C'était une question qui concernait uniquement la région au départ : on ne voulait pas de centrale nucléaire à Plogoff. C'était ça notre problème. Ensuite, en 1976, E.D.F. a voulu faire les premiers sondages sur le terrain, et la population de Plogoff qui se trouvait sur les lieux. Elle s'est sentie directement concernée par le problème du nucléaire. On a réussi à empêcher les sondages sur le terrain. Pendant trois jours et trois nuits, nous avons tenu les barrages. Ensuite, la population s'est de plus en plus intéressée à la question nucléaire : non seulement aux centrales, mais à tout le problème nucléaire français. Nous avons eu pas mal d'informations concernant les autres centrales, avec leurs problèmes de fissures, de duites, les arrêts constants, le problème du retraitement ou des déchets... Et on a compris que c'était un problème qui concernait la France entière. Et Plogoff s'est trouvé alors solidaire de toutes les populations qui avaient le même problème que nous : une installation nucléaire, c'est la mine (d'uranium), l'enrichissement (du minerai), l'usine de fabrication des combustibles, des centrales, le retraitement des déchets radioactifs...

Nous avons fait différentes manifestations : à Brest, à Quimper, à Plogoff. Elles ont regroupé de 10 000 à 15 000 personnes et se sont toujours déroulées dans le calme. Au printemps 77, nous avons eu un projet « grand site », qui avait été décidé par notre député

(Guermeur) : il s'agissait de supprimer la cité commerciale de la Pointe du Raz, pour la reconstruire à 1,5 kilomètre, à l'intérieur des terres, ainsi que les deux hôtels de la Baie des Trépassés, avec interdiction aux voitures d'aller à la Pointe du Raz. Ces dernières auraient été remplacées par des charettes tirées par des chevaux. Complètement aberrant ! Alors, Guermeur a fait une réunion à la cité commerciale de la Pointe du Raz pour les commerçants, et le lendemain, une réunion publique à Plogoff.

Evidemment, pour nous, « Grand site » et centrale étaient liés, et on lui a parlé de notre opposition à la centrale. Il nous a dit : « Si vous ne voulez pas de la centrale, je me trouverai à vos côtés ». Nous avons bien retenu ces paroles...

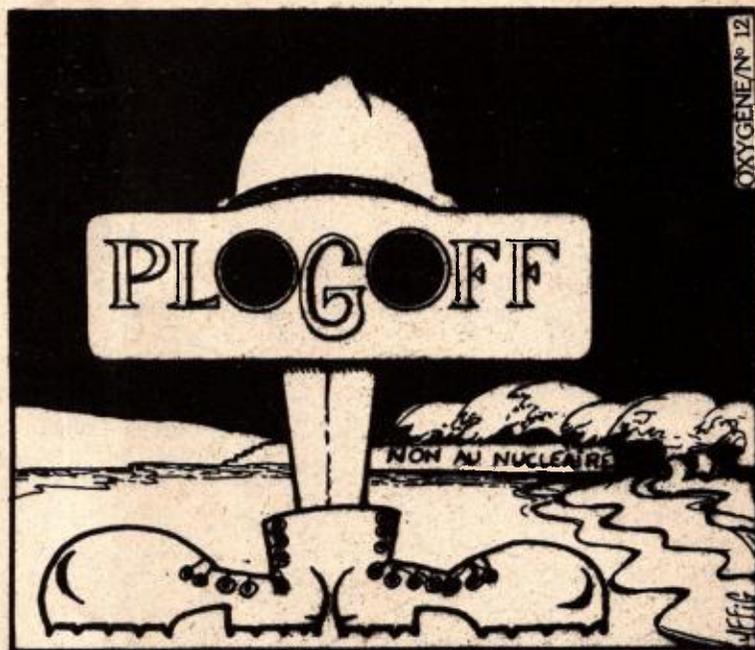
Mais lorsqu'il y a eu le vote au Conseil régional, concernant le choix d'un site pour l'implantation d'une centrale nucléaire, c'était M. Guermeur le rapporteur du projet, et, contrairement à ce qu'il nous avait dit, il était pour l'implantation à Plogoff. Il faut d'ailleurs savoir qu'il n'y avait pas de choix, puisque seul Plogoff était proposé !

Il s'agissait seulement d'accepter ou de refuser la centrale de Plogoff. Le Conseil régional comme le Conseil général ont voté pour Plogoff, malgré les manifestations, malgré l'opposition de la population.

Fin 78, nous avons créé un G.F.A. (Groupement foncier agricole), de 15 hectares, sur le site, que nous avons clôturé en juillet 79. Nous y avons construit en août 79 une bergerie, avec des bénévoles bretons. L'installation du berger s'est faite « officiellement » le 3 février 1980, lors d'une grande manifestation d'au moins 30 000 personnes (20 000 d'après la presse et les Renseignements généraux).

Puis nous avons eu l'annonce de l'ouverture d'enquête d'utilité publique, celle-ci devant se matérialiser par un arrêté préfectoral affiché en mairie. Les quatre conseils municipaux concernés ont refusé d'afficher l'arrêté en mairie. Il a été affiché par le sous-préfet, le 23 janvier 1980, à 4 heures du matin, sur le volet baissé de la mairie de Plogoff. Le sous-préfet était escorté par 9 camions de gendarmes mobiles.

Il y a donc l'enquête de demande d'utilité publique, que nous refusons parce que nous avons toujours refusé la centrale et parce que dans les communes où il y a eu des enquêtes



pour l'implantation de centrales nucléaires, il n'a jamais été tenu compte de l'avis de la population (V. Giscard d'Estaing, au cours de sa campagne présidentielle, en avril 1974 : « Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent »).

A Cruas (Ardèche), à Braud-et-Saint-Louis (Gironde), à Flamanville (Manche), au Pellerin (Loire-Atlantique), la population a joué le jeu démocratique de l'Etat, elle a accepté l'enquête, elle a marqué son opposition aux centrales et le Décret d'utilité publique a quand même été pris. Etant donné qu'ils ne tiennent pas compte de l'avis des populations, nous refusons cette enquête.

L'enquête est ouverte depuis le 31 janvier 1980, et immédiatement, ils nous ont envoyé un important dispositif policier qui se renforce de jour en jour. La population est outrée par la façon que le gouvernement prend pour leur imposer l'enquête dont ils ne veulent pas et qui, en plus, est bidon.

Nous sommes arrivés à des affrontements avec ces forces de police, qui ne viennent pas toujours de nous. Ainsi, le jour où nous nous étions passé le mot d'ordre de rester tranquilles, les mairies-annexes, qui d'habitude partaient à 17 h précises, ont attendu qu'on se manifeste après 17 h, et comme la population ne réagissait pas, les premiers cailloux sont venus des « forces de l'ordre », au lance-pierre. Il y a donc des provocations flagrantes ! D'où une protestation encore plus énergique de la population contre ces forces.

Ils ont trouvé un autre procédé, pour tenter de nous intimider : c'est d'arrêter les gens. Nous avons un gars emprisonné pour 45 jours, alors qu'il n'avait sur lui qu'une flèche 25 (qui est le « motif » de son arrestation !). Un mineur a été également arrêté avec une flèche sur lui, mais comme il a été arrêté dans la journée, ils l'ont relâché. Hier soir, Clet Ansquer, retraité, a été arrêté dans des conditions atroces (d'après des témoins, dont plusieurs journalistes parmi lesquels ceux de la T.V. allemande) et n'a pourtant fait aucun geste devant les forces de l'ordre. Le coup était sans doute monté d'avance : un commando était prêt et, sur l'ordre de leur commandant, il est sorti de derrière les fourrés où il se cachait. Un gendarme a jeté Clet Ansquer par terre d'un coup de tête (casqué lourd) dans le ventre, puis ils l'ont frappé de coups de pied, de matraque et de menottes, et enfin l'ont entraîné de force. On a appris en fin de matinée qu'il était encore à Pont-Croix, mais on ne sait pas ce qu'ils vont faire de lui. On n'a pas réussi à avoir d'autres informations.

La population n'acceptera plus cette provocation à longueur de journée. Il est inadmissible que les forces de police soient en tenue de combat !

J.M. : D'autre part, chaque fois que quelqu'un est interpellé, la préfecture éprouve le besoin de dire que cette personne a une arme. Mais cette fois, on a la preuve qu'il n'en détenait aucune. On n'admet pas non plus qu'une certaine presse reproduise exactement ce que dit la préfecture. On estime que dans un pays qui se dit

démocratique, on recueille des renseignements auprès de diverses sources.

La préfecture tient à légitimer chaque arrestation en disant que l'interpellé portait une arme. Or, on sait qu'il est facile de glisser une arme dans la poche de quelqu'un, surtout dans les conditions d'arrestation qui ont cours... Hier, les témoins qui ont assisté à l'arrestation de Clet Ansquer certifient que cet homme n'avait pas de bouteille incendiaire.

T.V. allemande : Etes-vous satisfaits de la presse pour les comptes rendus qu'elle fait de ce qui se passe à Plogoff ?

J.M. : Actuellement, on est un peu gêné par le fait que l'on parle surtout des bagarres avec les forces de l'ordre. Le problème nucléaire est complètement occulté. S'il s'agissait de la construction de n'importe quelle grosse usine ou d'une autoroute, la presse en parlerait de la même manière. Or, le problème est plus grave : on tient à marginaliser la lutte qui a lieu à Plogoff en ce moment en faisant croire qu'il s'agit d'un groupe d'excités, ici, au bout du Cap Sizun, plus ou moins noyautés par des jeunes venus de partout... On fait croire à la population, d'ailleurs, que les gens de Plogoff restent tranquillement chez eux, qu'en réalité ils ne se sentent pas concernés. Alors qu'en fait, c'est toute la population qui est mobilisée, qui refuse, d'une part la façon dont se déroule l'enquête d'utilité publique et

d'autre part, évidemment, la centrale nucléaire. La façon dont ceci est rapporté par certains journaux tend à faire croire le contraire. De plus, le fait d'arrêter des gens de la commune ne peut que faire monter encore la tension. Pourquoi le pouvoir n'arrête-t-il pas toute la population pour faire la centrale ? On propose au préfet d'arrêter toute la population de Plogoff et de faire la centrale de demain : au moins, les choses seront claires !

A.-M. C. : Le fait d'arrêter les gens ne nous intimide pas, mais ne peut que durcir la lutte et nous amener le soutien plus fort de la population des environs.

T.V. allemande : Est-ce que le Comité de Défense croit qu'il va être nécessaire de développer une autre stratégie de lutte dans l'avenir ?

A.-M. C. : Par rapport à l'enquête ?

T.V. allemande : ... et à la construction de la centrale !

J.M. : Etant donné que le but des « autorités » est d'arrêter les personnes tous les jours, il est certain que l'utilisation d'une stratégie militaire, l'affrontement avec les gendarmes mobiles n'est pas la meilleure solution... Le harcèlement par la population continuera, car c'est elle qui en a l'initiative, qui le décide, pour matérialiser son opposition. Mais il n'est pas question d'engager une bataille mili-

taire avec les forces de police. On sait très bien que les forces... « de l'ordre » sont aptes à se défendre de cette manière et qu'à la limite, la provocation, sous le couvert de cette enquête, est destinée à provoquer des événements violents et irréparables. Comme, parallèlement, le pouvoir cherche à nous marginaliser de plus en plus aux yeux de l'ensemble de la population française, en déformant ce qui se passe ici, il pourrait ainsi nous empêcher de nous exprimer.

On tient à insister sur le fait qu'avec une telle attitude de la part du pouvoir, la situation ne peut que s'aggraver.

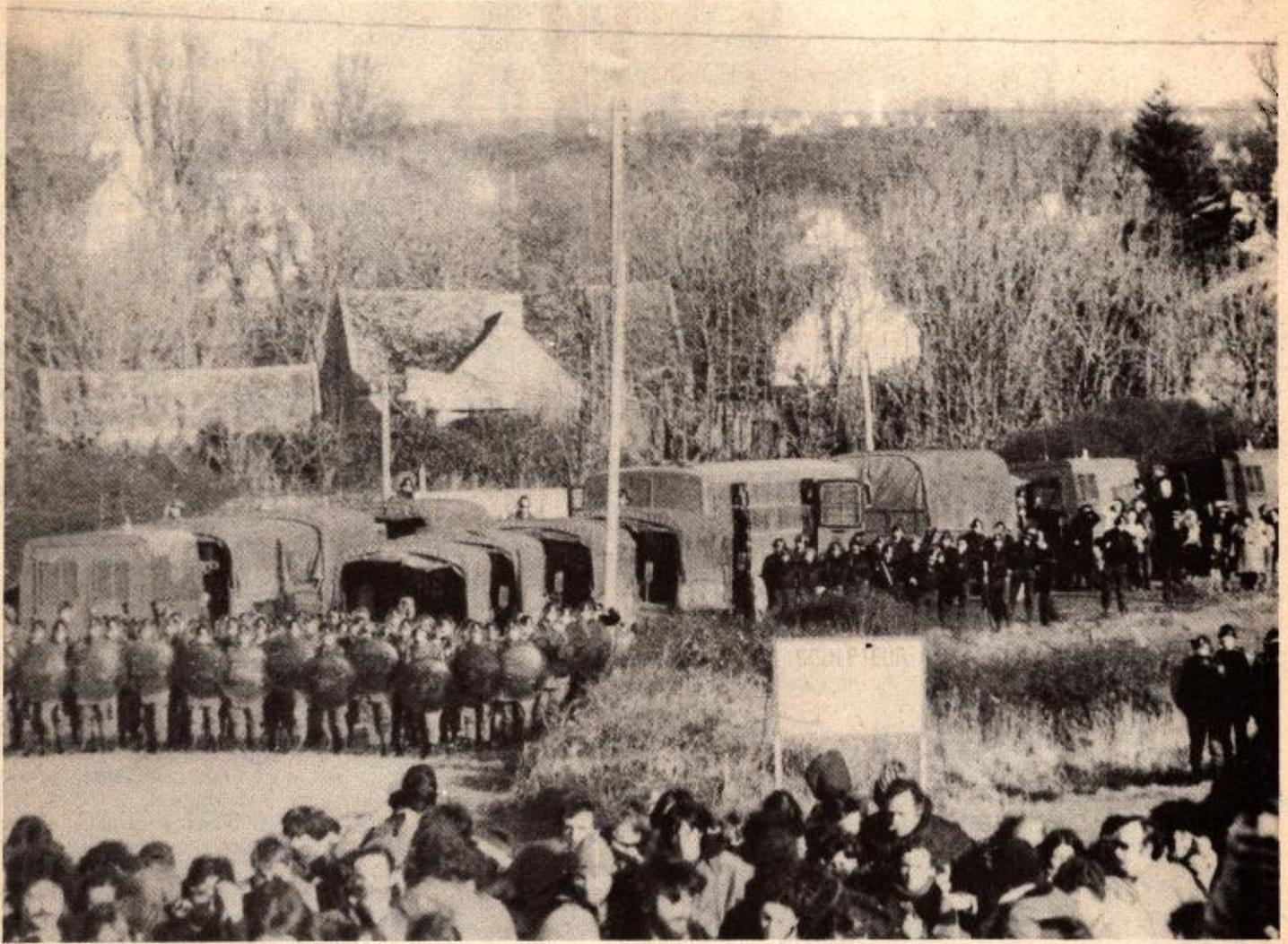
T.V. allemande : Vous dites que votre préoccupation actuelle est seulement l'enquête publique. Tout le monde parle ici de cette enquête en disant qu'elle n'a aucun sens !

A.-M. C. : Ça n'a en effet aucun sens puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'opposition de la population.

T.V. allemande : Ce qui signifie qu'ils vont construire la centrale ?

A.-M. C. : On espère bien que l'ensemble de la population va se manifester et faire pression sur les pouvoirs publics pour que le programme électro-nucléaire soit arrêté ! Nous savons





bien que ce n'est pas ce qui aurait pu être inscrit sur les dossiers qui peut faire changer d'avis au pouvoir !

J.M. : Tout d'abord, nous souhaitons que l'enquête se termine sans événements graves, parce qu'on craint que l'augmentation continue des forces de police et les arrestations continues fassent déborder le vase et suscite de tels événements.

Après l'enquête, nous allons continuer à faire des actions de popularisation de notre lutte dans le cadre du G.F.A. Il est question d'accueillir des moutons du Larzac, de les faire remonter jusqu'à Plogoff.

Nous ne nous arrêterons pas à la bergerie, mais nous allons construire d'autres bâtiments sur le terrain du G.F.A. Nous allons aussi y faire des expériences en matière d'énergies renouvelables. Nous pensons également appeler les municipalités qui nous ont apporté leur soutien à réaliser des expériences dans ce sens. On nous impose le nucléaire en disant qu'il n'y a pas d'autres solutions, pourtant il y a

le plan « Alter breton », les propositions de la C.F.D.T. concernant plusieurs centrales à charbon (cf. encadré sur la réunion C.D.P. et C.F.D.T./C.N.E.X.O., M.P., E.D.F.).

Il y a donc d'autres solutions que le nucléaire, que d'ailleurs la majorité des populations concernées par l'implantation d'une centrale ou d'une usine, refuse. Avec des scientifiques qui nous proposent leur concours, nous allons donc proposer des projets sérieux. Nous proposerons ensuite aux Pouvoirs publics de les financer. Nous demanderons à toutes les personnes qui nous ont promis leur soutien de le faire. Il ne suffit pas de se dire contre le nucléaire, mais il faut se donner les moyens de réaliser autre chose. Dans les mois à venir, à la suite de cette enquête, nous allons sensibiliser le plus de monde possible pour réaliser ces projets. Actuellement, le débat est fermé en France, tous les partis sont plus ou moins pronucléaires et on nous, on dit qu'il n'y a plus de choix... Nous allons proposer une autre voie

qui prouvera qu'il y a autre chose.

On regrette qu'il faut qu'il y ait des événements graves, des affrontements, pour qu'on parle d'un problème, comme l'ont aussi prouvé les événements avec les viticulteurs du Midi, avec les Corses...

A.-M. C. : L'affaire de Plogoff dure depuis plus de 5 ans, mais c'est seulement maintenant que la presse en parle : pour relater les affrontements, pas pour poser le problème de la politique énergétique... Et ça, on le reproche aux journalistes !

Pour conclure (cette conférence de presse), on propose aux autorités de faire arrêter tous les gens présents chaque soir pour le départ des mairies annexes. Ainsi, l'ensemble de la population française verra que c'est bien les gens de Plogoff qui luttent : vieillards, enfants, femmes et hommes, tous ensemble, solidaires...

*Enregistré et transcrit
par Roger MASSON*

COMMUNIQUE DE PRESSE
TRANSMIS PAR LE MOUVEMENT
D'ÉCOLOGIE POLITIQUE
Le 1^{er} mars 1980

ÉTAT D'URGENCE A PLOGOFF

Après les C.R.S., les parachutistes de la gendarmerie interviennent sauvagement en Bretagne, à Plogoff.

Pour la première fois, un véritable dispositif de guerre est mis en place par l'État contre la population. Ce même État qui matraque, condamne et emprisonne ceux qui, unanimement, refusent le nucléaire et revendiquent le droit de choisir leur mode de vie et de préserver leur avenir.

Lutte exemplaire des Bretons que soutiennent tous ceux qui, partout en France et dans le monde, s'opposent aux tyrannies technocratiques, à la violence institutionnelle et à toute forme de répression.

Après **Malville**, à **Plogoff**, c'est une nouvelle escalade de la violence.

Alors qu'en 1974, Monsieur Giscard d'Estaing déclarait « les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent », le M.E.P. pose les questions :

- Qui a donné l'ordre aux forces armées d'intervenir à Plogoff ?
- Le gouvernement assure-t-il la responsabilité de cette agression ?

Dès maintenant, le M.E.P. demande le retrait des forces armées.

LETTRÉ AUX GROUPES

L'aggravation de la situation à Plogoff nous impose une réaction immédiate et commune à la hauteur de la réaction des Bretons. Il nous faut donc faire savoir le plus largement possible dans toutes les régions ce qui se passe chaque jour à Plogoff (vous pouvez vous informer précisément en vous abonnant à l'édition du Finistère-sud de Ouest-France).

La base de notre action commune est le principe suivant :

Toutes nos formes d'action seront placées dans l'axe et selon les thèmes définitifs par le Comité de Défense de Plogoff.

Cette action commune s'inscrit aussi dans une perspective à long terme. Nous nous engageons dans une lutte qui va durer et nous devons nous y préparer. Les propositions que nous pouvons faire aujourd'hui sont les suivantes :

- 1) l'ensemble des groupes souscrivent de toute urgence des parts du G.F.A. de Plogoff en envoyant 100 F par part à l'adresse suivante (en y joignant bien sûr une lettre de soutien) : Mme Carval, Triguen, 29 153 Plogoff.
- 2) Campagne de pétitions et aide financière.
- 3) Dans chaque département, les groupes du R.A.T. et du M.E.P. s'adressent ensemble à leur député en leur demandant quelle a été ou quelle sera leur action face aux événements qui se sont produits sur le site. La réponse des élus est répercutée

vers la presse locale et nationale par les groupes et les 2 mouvements.

4) Une manifestation est organisée à Paris le 15 mars sur la base de mots d'ordre définis par le Comité de Défense de Plogoff. Une lettre est adressée très rapidement à toutes les organisations politiques et syndicales et notamment aux signataires de la *Pétition nationale Énergie* pour leur demander de s'associer à cette manifestation, dans la perspective de la réunion avec ces signataires qui a lieu le 6 mars.

5) Nous prenons l'initiative de créer partout où c'est possible des *Comité de soutien à Plogoff* (à l'image des *Comités Larzac*) dont la coordination sera assurée par les comités bretons et en premier lieu le Comité de Défense de Plogoff lui-même. L'activité de ces comités sera déterminée en fonction des demandes du Comité de Plogoff.

6) Dans la perspective de l'été prochain, nous proposons de lancer en commun un appel national de « soutien à Plogoff ». Nous faisons paraître à cette fin un appel dans *Le Monde* et *Ouest-France* où des militants et des scientifiques déclarent donner une ou plusieurs journées de leur salaire pour participer aux travaux organisés à Plogoff cet été pour construire localement une alternative économique qui permettra une occupation et une valorisation immédiate de la région dans la perspective d'une alternative au nucléaire. Nous demandons aux groupes de nous faire parvenir très rapidement les noms des premiers signataires de cet appel et les contributions financières pour le faire paraître dans les meilleurs délais. Adresser les fonds et les noms à Michel Politzer, C.R.I.N., B.P. n° 5, 56410 Etel (tél. (97) 52.33.94) ou aux A.T. de Rennes 73, avenue de Châteaugiron 35000 Rennes (tél. Yves Cochet (99) 62.14.64) qui assureront la coordination de cette initiative et la discussion avec les habitants de Plogoff pour l'utilisation des sommes récoltées.

R.A.T. (Réseaux des Amis de la Terre)
M.E.P. (Mouvement d'Écologie Politique)



UNE VIEILLE HISTOIRE DE 6 ANS



LUTTES ANTI-NUCLEAIRES A PLOGOFF de 1974 à 1980

*Un entretien avec Jean Moalic
gérant du G.F.A. de Plogoff*

Roger Masson, collaborateur du bi-mensuel Ecologie, est allé s'entretenir avec les militants bretons en lutte contre l'installation d'une centrale nucléaire sur le site de Plogoff. Il a demandé à Jean Moalic, gérant du G.F.A. (Groupement agricole foncier) de lui faire un petit historique de ce qui s'est passé à Plogoff depuis les cinq ans qu'est connu le projet de centrale nucléaire.

Jean Moalic : L'affaire a commencé en décembre 1974, quand on a appris qu'un certain nombre de sites avaient été retenus sur l'ensemble de la France, pour la mise en place du programme électro-nucléaire Messmer. Alors, à ce moment-là, il y avait 4 sites bretons retenus : Erdeven,

saint vion dans le pays bigouden, Begg-en-Fry dans le nord Finistère et Plogoff à la pointe du Ras. La lutte a vraiment commencé à Erdeven où ils ont démarré à fond parce qu'ils l'ont su avant nous. Un petit comité s'est créé ici. La première réunion a eu lieu à Pont-Croix le 23

décembre 1974 et la plus grosse réunion a eu lieu à Audierne, le **2 janvier 1975** avec les gens d'Erdeven qui sont venus prêter main forte et l'abbé Beagern. Ensuite, notre petit comité s'est organisé et on a fait des réunions dans toutes les communes du Cap Sizun. Au début je dois dire que c'était assez hétéroclite comme groupe. C'était spontané, il y avait un médecin, la femme d'un imprimeur, un ancien inspecteur d'académie, un gardien de réserve d'oiseaux, un artiste sculpteur et moi, étudiant de maths en rupture de ban. Tout ce monde là faisait chacun son thème d'information ; ces réunions ont duré à peu près quatre mois et on a couvert presque tout le secteur. On a eu beaucoup de difficultés car c'était la première fois que des gens de « la base » prenaient en charge un problème d'aspect technique et scientifique. On n'a pas vu E.D.F.

En **mars 75**, le Conseil municipal de Plogoff a refusé le projet de centrale, et nous avons décidé d'organiser une grande manifestation sous forme de fête pendant l'été ; préparée pendant le printemps, elle a eu lieu le **13 juillet 1975**. Il fallait marquer le coup, et il n'y avait que des gens de Plogoff. On avait organisé un défilé à partir de Pont-Croix composé de cinq chars. Il y a eu beaucoup de monde sur le parcours. Les gens de Plogoff ont commencé, à ce moment-là, à se poser le problème du nucléaire. La fête de l'été a été un révélateur pour eux. Il y avait 6 000 personnes qui ont pris conscience à ce moment-là.

Après on a continué en créant l'association Evid Buhez Ara parce qu'on pensait que la lutte anti-nucléaire n'était pas suffisante. Il fallait déborder sur autre chose : il y avait des problèmes de pollution par le pétrole, ou de l'eau en général (l'approvisionnement en eau de la Bretagne et la pollution de l'eau y sont des problèmes très importants). C'est pour ça qu'on a créé une nouvelle structure indépendante du C.R.I.N. d'Erdeven et des C.L.I.N. qui avaient essaimé un peu partout en Bretagne. Tout l'hiver, on a continué notre travail d'information avec des réunions publiques et des stands sur les marchés.

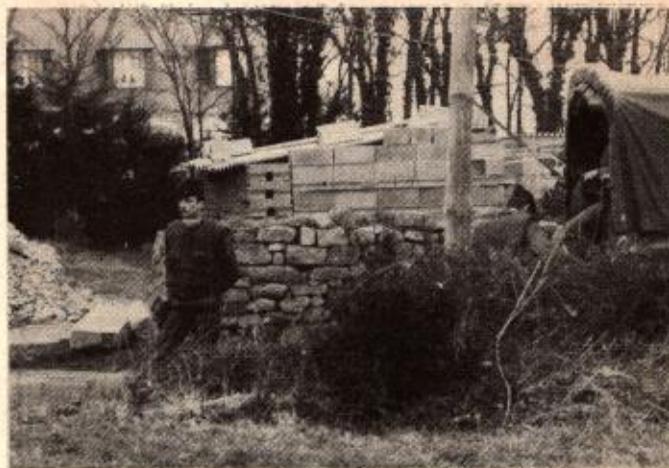
En **mai 1976**, la mairie est informée qu'E.D.F. envisage de faire des sondages en vue de l'implantation d'une centrale nucléaire. Aussitôt les Plogoviens réent un comité de défense. C'est à ce moment-là que les routes ont été barrées pendant trois jours et trois nuits. C'est grâce à tout le travail de sensibilisation qui a été fait avant que cette prise de conscience a pu avoir lieu. Spontanément, les gens se sont dit : « Il est temps de faire quelque chose pour se défendre ».

Ecologie : *Ces barrages sur les routes ont-ils été faits spontanément par la population ou par des militants anti-nucléaires ou écologistes ?*

Moalic : Par la population. Les militants n'étaient pas partie prenante ; on avait fait le travail de sensibilisation, et puis ça a démarré. D'ailleurs, à ce moment-là, on avait des difficultés à se faire admettre par la population ; on était des gens de l'extérieur, on était pas de Plogoff.

Après ces barrages, E.D.F. a reculé et a déclaré qu'ils feraient les sondages à l'automne et qu'entre temps, ils informeraient la population concernée ! Ce qui n'a pas été fait, bien sûr.

Au cours de l'été, nous avons organisé une fête sur la commune d'à côté qui a rassemblé 4 000 personnes environ le 22 août 1976. C'était une sensibilisation sur le nucléaire, le problème de l'eau (c'était l'année de la



R. Masson

sécheresse) et ce jour-là, la fête s'est terminée sous des trombes d'eau !

Après, au cours de l'année **1977**, on s'est un peu endormi. On a continué notre travail d'information en passant le film « Condamnés à réussir » un peu partout, mais les gens pensaient que la centrale « était partie ». Surtout qu'on avait parlé entre temps d'un autre site, Ploumoger, dans le nord Finistère. Les gens croyaient que la centrale était partie un peu plus haut donc plus de problèmes... On est tranquille chez nous !

Il y avait les élections municipales, le maire s'est fait élire sur le « non à la centrale » et ensuite il y a eu les élections législatives de **1978**. Bien sûr, il n'était plus question de parler de centrale, parce que les députés voulaient se faire élire sans avoir à en parler (ce qui évite d'avoir ensuite à se dédire de prises de positions électorales, NDRL). J'ai participé à ces élections et j'ai obtenu 3,14 % des suffrages, et Plogoff est une des communes où j'ai eu le moins de voix ! Il faut dire que pour les Plogoviens, le problème était évacué, qu'ils croyaient que la centrale, c'était fini ! Et puis, plusieurs candidats s'affirmaient contre la centrale : le socialiste, le giscardien...

Mais les élections passées, il s'agissait de préparer la population à ce que, un jour, E.D.F. dise : « La centrale va se faire ! ». Parce qu'entre temps, il y a eu l'Amoco Cadiz dans le nord Finistère, et il n'était plus question de faire la centrale à Ploumoger, vu la réaction qu'il y avait eu à cette occasion.

On a commencé à parler de G.F.A. et à contacter des personnes pour que ça se mette en place, des personnes sur Plogoff, qu'on avait rencontrées. D'ailleurs, la présidente actuelle du comité était avec nous à ce moment-là, et elle voyait bien le travail qu'on faisait. Et puis il y en avait d'autres qui voulaient plus ou moins nous tenir à l'écart parce qu'on n'était pas de Plogoff...

L'été **78**, on a organisé une fête alternative à Pont-Croix, où on a présenté des alternatives au nucléaire : des énergies renouvelables.

Pendant tout le mois d'août, on voyait que la centrale s'approchait : les conclusions du C.N.E.X.O. étaient déposées, tout concordait finalement pour que Plogoff soit choisie. On a donc fait le forcing pendant le mois d'août pour proposer le G.F.A. Et comme le comité économique et social devait délibérer pour accepter Plogoff, on l'a su, et on a proposé le G.F.A. à ce moment-là, et il est passé. On l'a proposé à l'ensemble de la population en réunion publique. Il y avait 400 personnes sur 2 500 habitants. On

a expliqué ce que c'est comme structure, et puis les gens ont accepté le Groupement foncier agricole (G.F.A.).

A ce moment-là, il y a eu les manifestations sur le site, quand le Conseil économique et social a choisi. Il y avait 5 000 personnes, ce **15 septembre 1978**. Ensuite, une autre manifestation, à Brest, avant le vote du Conseil régional, a rassemblé environ 15 000 personnes.

Après, en novembre, c'est le Conseil général du Finistère qui a accepté. On a organisé une manif à Quimper, et on n'avait jamais vu un tel déploiement de forces de police : pour 10 000 manifestants, il y avait 2 000 flics !

Au Conseil général, ils ont convoqué des gens de l'E.D.F., du ministère de l'Industrie et aussi des écologistes : il y avait la S.E.P.N.B. (Société d'Etudes pour la Protection de la nature en Bretagne) et Evid Buez Ara. On a exprimé notre point de vue, mais il n'en a pas été tenu compte... A l'époque, j'avais demandé que l'enquête d'utilité publique soit repoussée de deux ans, c'est-à-dire qu'elle soit reportée à début 1981 au moins : éventuellement, le temps d'étudier un contre-projet et de voir s'il n'y avait que le nucléaire de possible en Bretagne.... d'attendre pour l'enquête d'utilité publique qu'une commission indépendante étudie les autres possibilités. Ça a été refusé, évidemment ! On s'était rendu au Conseil général, sachant à peu près à quoi nous en tenir, mais on ne pouvait pas refuser le dialogue a priori... On a vu que l'enquête allait se faire, en fait ça a traîné.

En **février 1979**, on a occupé le bateau du C.N.E.X.O. qui devait faire l'étude du point O. On est montés sur le bateau à 7 h 30 du matin, et on l'a occupé jusqu'à midi : et là, ils ont pu nous dire ce qu'ils allaient faire sur le site. Ça a été une opération bien montée, puisque les flics n'étaient pas au courant !

Ensuite, il y a eu les élections cantonales : donc, pas question de faire l'enquête d'utilité publique avant. Le conseiller général, R.P.R. et pro-nucléaire, a été battu et remplacé par un U.D.F. soi-disant contre la centrale. C'est tout ce qu'on pouvait espérer !

Ecologie : Y a-t-il eu un candidat écolo ?

Moalic : Non, c'était inutile. Nous ne sommes pas partisans d'aller à toutes les élections. Il faut voir si c'est utile ou pas. Il y avait déjà cinq candidats : 1 P.S.U., 1 P.S., 1 P.C., 1 R.P.R., 1 U.D.F. Il n'était donc pas nécessaire qu'un candidat écologie participe, étant donné que le score n'aurait pas été énorme, surtout qu'il y avait déjà un candidat P.S.U. On savait que ce serait un candidat de droit qui passerait, celui qui « était contre la centrale ». Nous n'avons appelé à voter pour personne. Vis-à-vis de la population, ça a semblé être une victoire contre la centrale à Plogoff.

Après, il n'y a plus eu d'enquête, parce qu'il y avait d'autres élections, les européennes. On a décidé de faire une grosse manifestation à la Pentecôte, le **3 juin 1979**, dans le cadre du week-end anti-nucléaire. On a alors posé la première pierre de la bergerie qu'on a décidé de construire sur le site. Ça a été une manifestation réussie dont on a pourtant peu parlé : il est venu 15 000 personnes environ.

Le week-end du **14 juillet 1979**, on a posé les clôtures : 2 kilomètres de barrières à moutons, 500 piquets, pour un tiers desquels il a fallu utiliser le marteau-piqueur. Deux cents personnes environ y ont travaillé dans l'enthousiasme.

Le dossier préliminaire d'enquête d'utilité publique est

arrivé à la mairie le **31 juillet 1979**. A ce moment-là, la population a vu l'ampleur du chantier. Le préfet a sans doute cru que les gens, recevant ce dossier, allaient se démobiliser. En fait, ça a amené beaucoup de monde sur le chantier de la bergerie et les travaux de celle-ci ont commencé. Pas le 1^{er} août, parce qu'il pleuvait trop, mais le 2, et ils se sont poursuivis sans interruption, même le dimanche, jusqu'au 25 août. On a inauguré la bergerie le **26 août**, devant un rassemblement spontané de 10 000 personnes : on n'avait pas fait d'affiches...

Il faut dire qu'ici, on a de grandes facilités pour mobiliser la population, étant donné que ça a bien été répercuté par la presse, qui en a parlé pendant tout le mois. Les gens sont venus pour voir le résultat.

Ecologie : Y avait-il déjà une présence policière, un hélicoptère ?

Moalic : L'hélicoptère a surveillé les travaux de construction de la bergerie dans un premier temps. Ils ont arrêté le jour où on a interpellé le préfet en lui disant que pour faire des économies d'énergie, il pouvait très bien téléphoner à la mairie de Plogoff pour savoir l'état d'avancement des travaux, plutôt que d'envoyer un hélicoptère. Alors, l'hélicoptère est resté sur son terrain.

Il faut noter que, dans le cadre de notre action ici, au moment où a été connue l'affaire du choix de Plogoff, on a entamé, de septembre 1978 à la fin de l'année, un cycle de conférences assez important, parce que l'information est un élément capital. On a toujours voulu donner une information sérieuse. On a fait venir à ce moment-là des personnes comme Dominique Lalanne du G.S.I.E.N. (Groupement de scientifiques pour l'information sur l'électro-nucléaire), Louis Puisseux, à Audierne, devant beaucoup de monde...

Ecologie : Philippe Lebreton est venu à Lorient ?

Moalic : Ouis, mais c'était tout à fait au début, en 1975... Le travail d'information a donc continué, mais le G.F.A. a pris beaucoup d'ampleur, parce que c'était une action concrète. ■



R. Manson

Les envahisseurs

Quelques jours avant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique, de nombreuses forces de police (Gendarmerie mobile), équipées de matériel lourd (engins blindés équipés de canons à eau) et du Génie (chargeur « Avranches ») s'installent à Pont-Croix, dans le Petit-Séminaire, réquisitionné en vertu d'une loi de 1791 — ce qui leur vaut d'être appelés : « Compagnies Républicaines de Séminaristes » ! Aussitôt, les bombages sur les murs et les routes fleurissent : « CRS dehors ! », « Non aux envahisseurs », « Ni CRS, ni Mobiles, ni enquêtes, ni centrales », « Plogoff-Kaboul, même combat », « Plogoff à l'ombre de Kaboul » (1), ainsi que les écrits : « Propriété privée » sur les pelouses et dans les champs, opposant à la force militaire son existence, insistant sur la contradiction de la situation... Sur chaque maison, garage, grange, des panneaux : « non au nucléaire, non à la centrale ».

Les méthodes

Chaque camionnette de « mairie annexe », qui contient les fameux registres, aux pages en matière plastique « non fissurable » (comme à Golfech par exemple), auto-extinguible (pour éviter qu'ils ne soient brûlés), sur lesquelles l'encre (stylo à plume, à bille ou feutre) ne laisse aucune trace après gommage, est entourée par une ou plusieurs dizaines de camions ou cars de gendarmes mobiles, armés jusqu'aux dents (casques, boucliers, matraques, fusils, lance-grenades, pistolets, gilets pare-balle...). Certains d'entre eux photographient ou filment tous ceux qui s'approchent ou passent avec une attitude équivoque (à pied par exemple). Ses camarades demandent aux policiers d'appeler un médecin. Ils refusent, arguant qu'elle « fait du cinéma »... Puis elle prend une crise proche de l'épilepsie. Un CRS appelle alors les pompiers. Un inspecteur, prévenu, leur refuse de l'emmener à l'hôpital. Mais ils le font quand même et la mettent sous oxygène, ce qui lui permet de retrouver ses esprits. A l'hôpital, on lui fait des radios. Des policiers, venus à l'hôpital, ont voulu voir les radios, mais les médecins, furieux, les envoient ballader... Le chef du service chirurgie sera très sympa avec Marie-Christine, mais fera néanmoins un certificat ambigu, ne tenant pas compte de l'intervention des pompiers, sous prétexte qu'elle préfère quitter l'hôpital contre l'avis de celui-ci (et malgré la décharge qu'elle lui signe). L'interne qui avait accueilli Marie-Christine préconisait quant à lui un certificat notant des lésions des vertèbres cervicales. Au Commissariat, après le départ de Marie-Christine avec les pompiers, les policiers sont devenus très sympas et on relâché les autres aussitôt.

Roger MASSON

ETAT DE SIEGE

LES FORCES DU DESORDRE ET LEURS METHODES



Grenade la :rymogène dédiée par les gendarmes mobiles

« J'ai vu des gens se pencher et pleurer sur le plan d'impact de la centrale ».

Yvon Le Vaillant, *Le Nouvel Observateur*, 11 février 1980.

« Nous ne sommes pas des arriérés », dit la patronne du bar-alimentation de Plogoff ».

Le Matin, 4 février 1980.

« Nous sommes d'autant plus concernés par Plogoff que les déchets de cette centrale seraient acheminés vers La Hague à 15 km de chez nous ».

Charles Guilbert et Didier Anger, délégués du CRILAN, Comité régional d'information et de lutte antinucléaire de Basse-Normandie.

Ouest-France, 28 janvier 1980.

« Ici, c'est le maire qui est la patron », avait dit Jean-Marie Kerloc'h, le premier jour à un commandant de gendarmerie ».

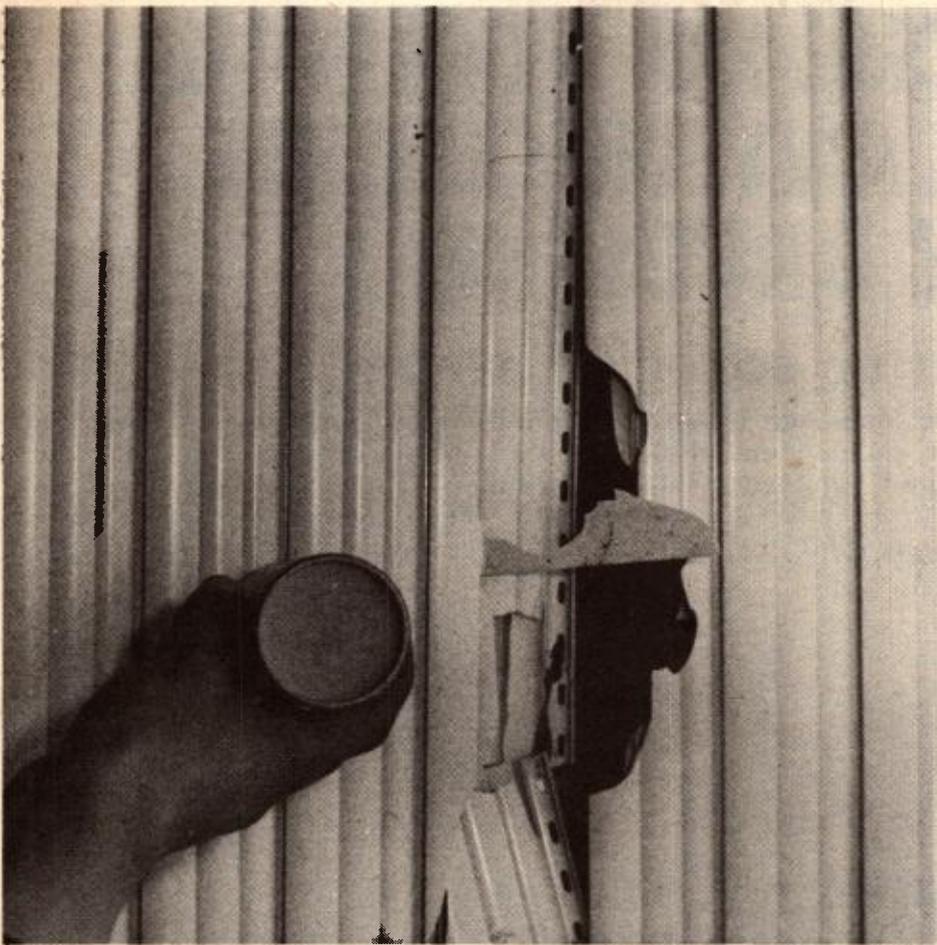
J.-D. Boucher, *Ouest-France*, 29 février 1980.

« Au début, j'avais dit : donnez-nous votre parole que, si l'enquête est négative, vous abandonnez le projet. On ne m'a jamais répondu. Voilà le départ de notre résistance ».

Jean-Marie Kerloc'h, maire de Plogoff, ancien officier marinier de la Royale.

« C'est ce terroir de lande rase, avec ses hautes falaises battues par les flots, qu'EDF a choisi, à force de tourner autour du littoral breton, pour y bâtir une centrale nucléaire de quatre tranches de mille trois cents mégawatts. Un monstre. Mais la population de Plogoff s'y oppose — farouchement — suivie dans son sillage par trois autres petites communes du cap Sizun : Goulien (667 habitants), Primelin (1 177 habitants), Cléden-Cap-Sizun (1 952 habitants) ».

Yvon Le Vaillant, *Le Nouvel Observateur*, 11 février 1980.



La violence des tirs se fait ressentir jusqu'aux volets clos des habitations.

P. Dumail

« Vous fatiguez pas, on vous aura au scotch et au fric ».

Un représentant du ministère de l'Industrie à la sortie d'une séance d'information.

Didier Anger « Chronique d'une lutte ».

« Je ne vois pas pourquoi certaines minorités, parce qu'elles sont plus sonores, auraient plus de poids que l'ensemble des citoyens ».

M. André Giraud, ministre de l'Industrie

Club de la presse d'Europe 1, 17 février 1980.

« Contrairement à certains de mes collègues je soutiens que le courant écologique est profond, qu'il n'en est qu'à ses débuts et qu'il marquera notre époque ».

Lionel Taccoen, ingénieur EDF (et « pour le nucléaire en ce moment »), Ouest-France, 7 mars 1980.

« Un gendarme m'a craché à la figure », a dit une vieille de 70 ans en pleurs. « J'ai vu deux guerres, ils ne respectent plus rien ni personne ».

Quest-France, 1-2 mars 1980.

« Population Plogoff et Cap Sizun, demandent arrêt immédiat opérations commando et actes de violences contre hommes, femmes, enfants.

Quand les autorités font le mort...

Eugène Coquette, arrêté avant les incidents devant le tribunal de Quimper, avait été soi-disant transféré à la prison de Rennes, alors qu'il se trouvait encore à Quimper. Les autorités administratives et juridiques, prévenues par son avocat et sa famille, savaient que l'enterrement de sa belle-sœur avait lieu le mardi. On a dit lundi à une autre belle-sœur, venue à Quimper pour lui rendre visite, qu'il était à Rennes. Il ne lui a donc pas été permis de se rendre à cet enterrement...

Situation dramatique à Plogoff le 29 février, à 17 h ».

Télégramme adressé par le Comité de défense au Président de la République et au ministre de l'Intérieur.

« Mais on est moins explosif ici. Même aux heures les plus chaudes de Flamanville, ce n'était pas Plogoff. Nos colères sont plus discrètes. Nous sommes des Normands ».

Un menuisier normand, près de La Hague.

Quest-France, 27 février 1980.

Le mannequin et les mobiles

Une habitante de Plogoff, pour le mardi-gras, avait orné dès le matin le poteau EDF le plus proche de son domicile d'un mannequin affublé d'un couvercle de poubelle en guise de bouclier. On pouvait lire sur celui-ci « Mobiles-CRS Dehors ».

Dans la nuit de mardi à mercredi, elle est réveillée par des bruits de moteur : elle découvre par sa fenêtre que sa maison est cernée par les gendarmes mobiles ; il y en a cinq camions. Le chien, terrorisé, se terre dans sa niche sans oser aboyer...

Les « mobiles » arrachent le mannequin du poteau. Madame K. sort sur son perron et crie au voleur. Aussitôt, des projecteurs se braquent sur elle. Un officier lui dit qu'elle sera poursuivie pour outrage. Mais les lumières s'allument dans le voisinage et nos vaillants guerriers bondissent dans leur camion avec leur image : un pantin, pièce à conviction.

« EDF s'est assuré le concours d'une société parisienne spécialiste de la « communication ». Objectif, noté noir sur blanc dans un rapport confidentiel : « La contestation va s'organiser... Il faut occuper le terrain et soutenir les silencieux ». Parmi les opérations à entreprendre contre les opposants : « Bloquer leur recrutement et leur audience en tentant de les discréditer ».

Jean-Dominique Boucher à propos du projet de centrale nucléaire au Pellerin. Quest-France, 28 février 1980.

LA LOGIQUE DU NUCLEAIRE ET DE L'ANTI-NUCLEAIRE EN BRETAGNE

Vue par un écologiste nantais

Un écologiste nantais situe ici dans son ensemble la question de l'énergie – et donc du nucléaire – dans la vraie Bretagne, celle des cinq départements. Comment en est-on arrivé à une « logique » du nucléaire en Bretagne ? Comment peut-on poser honnêtement et sérieusement les problèmes ? Que doit-on faire pour ne pas « accepter Plogoff » et le reste ? Que nos lecteurs trouvent ici des jalons pour développer l'information et l'action, dans la voie du refus nucléaire, en Bretagne et ailleurs.



P. Dumail

Convaincue de sa « faiblesse énergétique », assiégée de projets aberrants dans ce domaine, la Bretagne (1) a déjà remporté un franc succès et quelques demi-victoires.

Le succès : pêcheurs, cultivateurs et habitants du secteur en général ont empêché la réalisation d'une raffinerie de pétrole près de Brest au début des années 70. L'extrême-Ouest breton a essuyé – au propre et au figuré – 3 ou 4 marées noires depuis, mais le projet de raffinerie n'a pas refait surface. Il semble bien, même, que les forages pétroliers (promesse de nouvelles pollutions) se révèlent négatifs. Ouf...

Demi-victoires : l'abandon du site nucléaire d'Erdeven (Morbihan) – qui avait vu la création des premiers CRIN (2) – et de celui du Pellerin (Loire-Atlantique) selon les plus optimistes : mais là, rien n'est encore sûr...

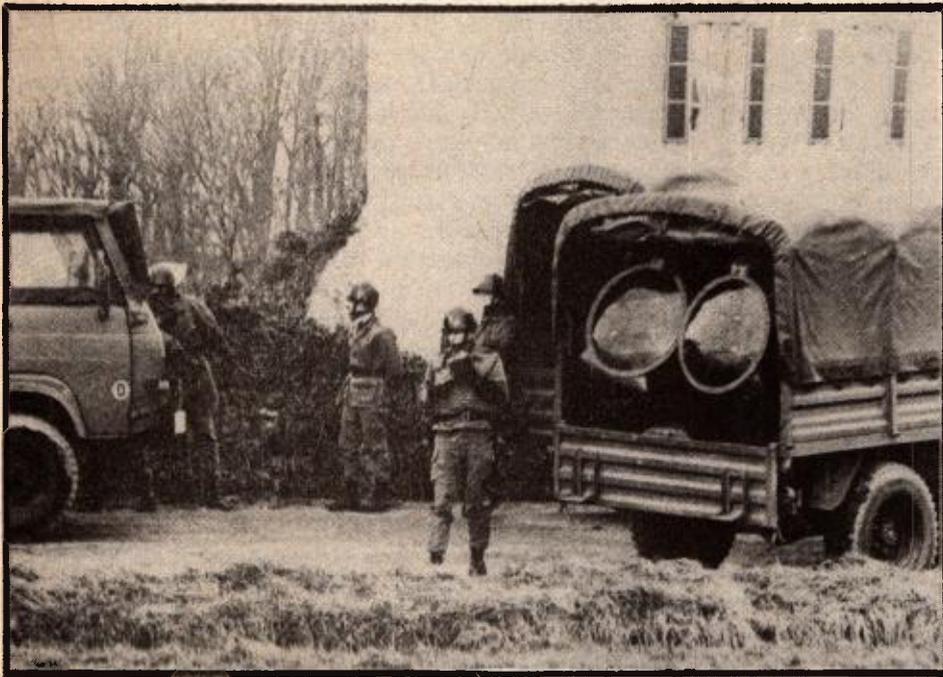
pendant leurs cours d'Histoire et de Géographie, je rappelle que la Bretagne comprend cinq départements : Finistère, Morbihan, Côtes du Nord, Ille-et-Vilaine et Loire-Atlantique : dans ses limites, la production actuelle d'électricité bretonne est largement excédentaire par rapport à sa consommation.

(2) CRIN : Comité Régional d'Information Nucléaire

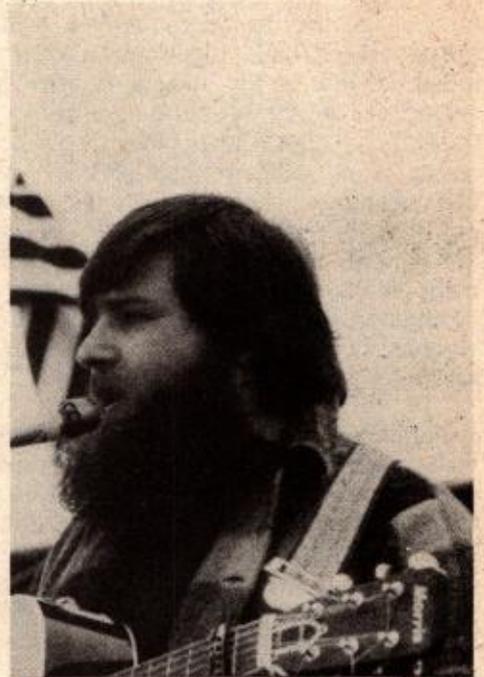
L'évolution logique d'un quart de siècle

Cela dit, la construction d'une grosse centrale nucléaire en Bretagne est le couronnement logique d'une évolution d'un quart de siècle. (Pourquoi à la Pointe-du-Raz plutôt qu'au Mont Saint-Michel ? Ça, c'est la marge de fantaisie ubuesque de l'EDF : au moins, Le Pellerin, à 25 km à l'Ouest de Nantes, était au cœur de la plus forte zone de consommation... fin de parenthèse). Un quart de siècle (1955-80) durant lequel la consommation bretonne d'énergie a augmenté de 250 à 300 % : une agriculture

(1) Pour ceux des lecteurs d'*Ecologie* qui auraient eu des distractions



P. Dumail



R. Guégan



P. Graindorge



R. Guégan

utilisant moins de main-d'œuvre – d'où urbanisation énergivore – mais recourant à plus d'énergie : essor industriel (du moins jusqu'à la crise qui, elle, n'a pas empêché l'augmentation de la consommation domestique) ; un « plan routier breton » qui a doté le pays d'un réseau d'autoroutes – baptisées ici « voies rapides » et donc gratuites – que lui « envieraient » bien d'autres provinces. A tel point – *Ouest-France* du 12 mars – que la raffinerie de Donges (Loire-Atlantique) va être entièrement remaniée pour être davantage orientée vers la production de carburant automobile. *Le pétrole pour les voitures, le charbon et le nucléaire pour l'électricité : tout est lié !*

Parallèlement, le réseau ferré, plus économe en énergie, était consciencieusement déplumé (Concarneau, Douarnenez, Quiberon, lignes intérieures et aujourd'hui Nantes-Châteaubriant) au fur et à mesure que la clientèle était mise « sur route ». Récemment, il a été dit au représentant des comités d'usagers SNCF au Conseil régional, qui demandait l'électrification : « *Alors, acceptez Plogoff !* ». Nous verrons que l'on peut répondre à ce genre d'arguments...

Les solutions de rechange : grandioses folkloriques, vicieuses...

Existe-t-il des solutions de rechange ? Bien sûr, et en tous genres : des grandioses, des folkloriques, des vicieuses, et puis des vraies, label écologique garanti – ne vous laissez pas abuser par les contrefaçons :

grandiose : barrer toute la baie du Mont Saint-Michel pour une *super usine maré-motrice* ;

folklorique : centrale à rendement négatif (à Guerlédan, utiliser beaucoup d'énergie la nuit pour en produire un peu le jour !) ;

vicieuse : c'est la fameuse *relance charbonnière* réclamée



R. Masson

entre autres par le PC. Rappelons que la cellule du Pellerin, comme tous les communistes du Cap-Sizun (y compris le maire de Douarnenez) ont milité activement contre les projets nucléaires locaux, tandis que ces derniers sont au contraire justifiés par les hiérarques envoyés de Paris, Marchais et Poperen. Si le charbon *une fois extrait*, n'est pas lourd d'autant de risque imprévu et de déchets indigestes que le nucléaire, il faut bien reconnaître que nombre d'antinucléaires bretons se montrent très discrets sur les inconvénients du charbon, en espérant éviter ainsi le nucléaire. On parle d'une centrale au charbon à Brest, et l'agrandissement de celle de Cordemais, en Basse-Loire, est quasiment en marche. Or les déclarations officielles sont formelles : « le recours au charbon ne dispense pas du nucléaire ». La seule position cohérente est donc :

- non définitif au nucléaire en Bretagne et ailleurs ;
- moratoire charbonnier pour :
- s'assurer de méthodes d'extractions non violentes ;
- défendre les droits de l'homme dans les pays d'origine (notre premier fournisseur est actuellement l'Afrique du Sud...) ;
- éliminer les pollutions thermiques et atmosphériques.

« ou sérieuses ? »

Les vraies solutions existent, mais elles demandent patience et imagination à tous, écologistes compris.

Le projet ALTER a montré l'abondance des énergies diffuses disponibles en Bretagne :

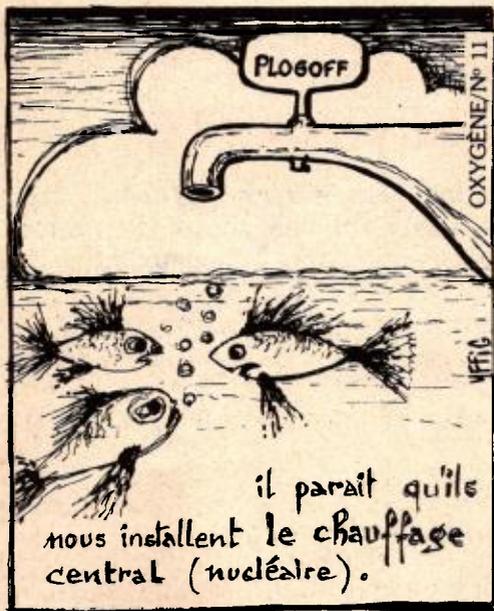
- *biomasse* : l'agriculture peut produire autant d'énergie qu'elle en consomme ;
- *le vent* : il est partout, et d'abord à la Pointe-du-Raz, où il rabat la fumée des gaz lacrymogènes sur les gendarmes qui les envoient...
- les mini-centrales hydrauliques utilisant les cours d'eau et estuaires (marées) abondants en Bretagne.

D'autre part, les besoins en énergie centralisée peuvent être assurés par une utilisation plus rationnelle des installations thermiques et hydrauliques existantes. De toute la panoplie classique des économies réalisables, j'extraierai celle du transport, car c'est la plus méconnue des écologistes, alors que c'est la seule où chacun peut dès maintenant voter antinucléaire. Réclamer l'électrification des chemins de fer comme l'a fait une réunion récente de la FNAUT à Rennes, ce n'est pas « accepter Plogoff », mais, paradoxalement, c'est contribuer à lui faire échec, dans la mesure du moins où cela amènerait une amélioration suffisante du chemin de fer pour entraîner une diminution significative de l'usage de l'auto et du camion – et donc une économie de pétrole. Le tout, avec une politique tarifaire incitative pour le rail et dissuasive pour la route. A titre d'exemple, le kilomètre SNCF étant passé à 25 centimes il faudrait que le litre de super soit au moins à 6 F (ou, si l'on préfère : baisser à 12 centimes le kilomètre SNCF en maintenant le prix de l'essence... aux économistes de choisir...).

(3) FNAUT : Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports : voir aussi le n° 323 d'*Ecologie*.

Quelle solidarité militante ?

Il est certain – c'est un avis personnel – que ce que



peut faire de mieux un Nantais ou un Rennais pour défendre Plogoff de l'agression nucléaire, ce n'est pas forcément de faire 500 km (par la route !...) pour aller y manifester (4), mais bien de pratiquer et de diffuser les alternatives énumérées ci-dessus.

A Nantes, les associations d'usagers – et la crise du pétrole – ont poussé la ville dans une vigoureuse politique de transports en commun : les Amis de la Terre (5) incitent à utiliser ces transports publics par un « *Guide écologique* » (en réédition). De même, une campagne en faveur du recyclage de verres et plastiques a déjà abouti dans plusieurs communes de l'agglomération. C'est là que l'on atteint l'EDF et l'Etat, au cœur de leurs arguments : mais insuffisamment et sans effets immédiats sur les sites nucléaires (ou autres : autoroutes, comblements de marais salants, etc.) évidemment.

Comment assurer le relais de la détermination des Cornouaillais du Cap-Sizun ? La presse locale (*Ouest-France*) et, à Nantes, APL (5) nous apportent quotidiennement de nouveaux témoignages : médecins, maires, scientifiques brestois, etc. Le relais politique (élections de 1977 et 1978) a montré son efficacité à Nantes-Le Pellerin, Harrisburg aidant...

Il ne faut pas gâcher la prochaine échéance électorale par des querelles secondaires. Un rassemblement national ? Malville n'est pas un précédent convaincant... Le Larzac, entièrement non-violent, peut-être davantage. Mais de grâce, pas en voiture individuelle, symbole de la société du nucléaire ! Utiliser le train, et, en fin de parcours, seulement, le car, le vélo, la marche à pied. Même moins nombreux, l'impact sur l'opinion serait plus grand, et la communication sera tellement meilleure...

Un écologiste nantais

(4) Allusion à la manifestation de solidarité qui s'est déroulée le samedi 15 mars 1980 à Paris, de la gare Montparnasse à la place d'Italie (NDLR).

(5) 32, quai Malakoff, 44000 Nantes, qui est également l'adresse de la SEPNE (Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne).

(6) APL (Agence de presse-libération), 26 bis, boulevard Robert-Schumann, 44300 Nantes.



R. Gitegan



P. Graindorge

L'ENQUETE D'UTILITE PUBLIQUE : UN EXEMPLE DE DEMOCRATIE

Pour mieux comprendre le pourquoi et le comment de ces fameuses enquêtes d'utilité publique, il existe une brochure officielle (voir en encadré) bien faite (une fois n'est pas coutume) destinée aux associations et qui est très utile, notamment pour faire des recours auprès des Tribunaux administratifs, lorsqu'il a vice de forme.

Habituellement, le rôle essentiel de la procédure juridique d'enquête d'utilité publique est de justifier, auprès d'une « minorité », les sacrifices qui lui sont imposés, sous forme d'expropriation, au nom de l'« intérêt général ». Elle est mise en avant dans le but de donner à l'implantation d'une centrale une apparence de démocratie qui fait, défaut à l'ensemble du programme. Cela dispense de débattre du problème !

Puisque la décision est prise pour Plogoff, ils vont se donner les moyens de la faire accepter par la population. Pour cela, ils vont tous s'y mettre : EDF bien sûr, le député Guermeur naturellement, et aussi le préfet Jourdan, qui a un rôle important même s'il reste en grande partie caché : c'est sous son autorité qu'a été distribuée la brochure « 25 questions, 25 réponses » : c'est lui qui nomme les commissaires enquêteurs.

Lors de l'enquête, il n'est absolument pas tenu compte de l'avis des populations.

Par exemple, à Braud-et-Saint-Louis (Gironde) la centrale a été déclarée d'utilité publique malgré l'opposition massive de la population : 35 000 habitants avaient signé une pétition opposée à la centrale, contre quelques centaines qui avaient signé pour. A Nogent-sur-Seine (Aube), il y a eu 45 000 avis contre la centrale et quelques dizaines d'avis favorables. A Golfech (Tarn-et-Garonne), plusieurs milliers de personnes ont manifesté leur opposition, le Conseil général a voté contre... EDF affirme que la centrale se fera...

Dans de nombreux cas (Flamanville, Creys-Malville), les travaux ont été commencés avant la déclaration d'utilité publique. A ce jour, aucune enquête n'a abouti au rejet d'un site : la procédure n'a plus aucune crédibilité auprès des populations ; celles-ci assistent à une mascarade.

Après avis du Conseil d'Etat, favorable ou non, l'« utilité publique » peut être (en fait elle l'est toujours) déclarée par décret du Premier ministre publié au Journal Officiel.

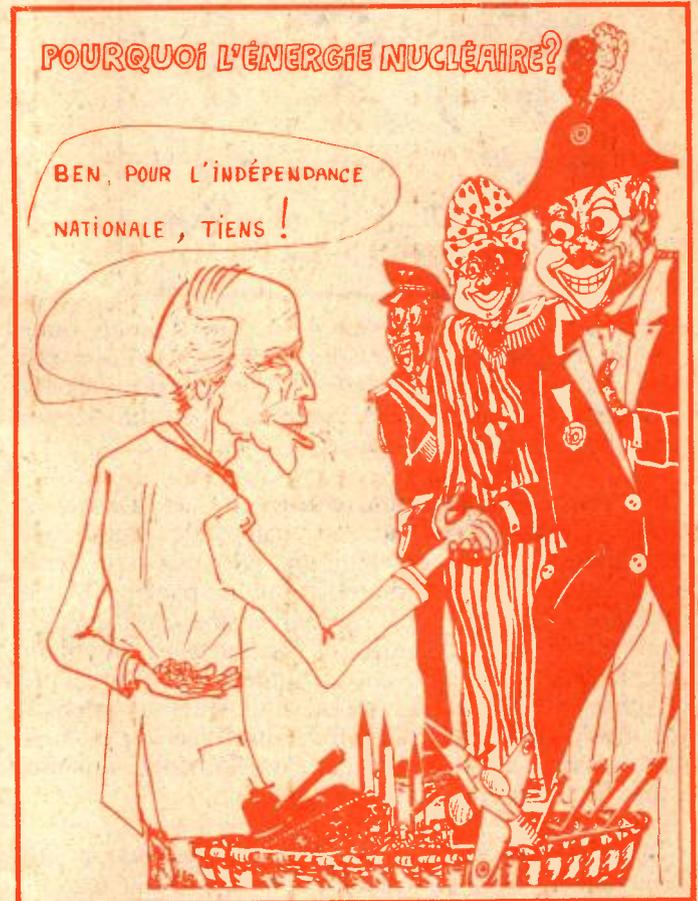
C'est cette mascarade que dénonce Plogoff en refusant les locaux de la mairie aux commissaires enquêteurs, ainsi que leur présence sur la commune.

(Source : Brochure Plogoff réalisée par la coordination antinucléaire de Bretagne, 29144 Plozevet).

Etude d'impact, enquêtes publiques, installations classées (centrale nucléaire, lignes électriques aériennes), infrastructures et industries (Guide pratique à l'usage des associations). Brochure « bleue ».

Réalisé par la Direction de la prévention des pollutions et des nuisances. Mission pour l'environnement rural et urbain (atelier central de l'environnement).

Edité par le ministère de la Culture et de l'Environnement, service de l'information, des relations et de l'action éducative, 14, boulevard Général-Leclerc, 92521 Neuilly-sur-Seine.



R. Masson

PLOGOFF A TRAVERS LA PRESSE

Depuis les grandes manœuvres de Malville et la mort d'un de ses militants, le 31 juillet 1977, les manifestations antinucléaires n'avaient plus guère tenu la « une » de la presse nationale, sinon récemment à l'occasion de Golfech.

Cette fois-ci, près d'un an après la grande marche antinucléaire de Gorleben, en Allemagne fédérale, près d'un an après l'accident survenu à la centrale américaine de Harrisburg — ces deux événements, par pure coïncidence, s'étant produits le même jour — on a beaucoup parlé dans la presse des « désordres » de « l'état de siège » ou de la « guérilla bretonne antinucléaire » de Plogoff.

Alors que la presse étrangère a coutume de souligner que seule la France peut poursuivre son programme électro-nucléaire, à l'opposé de pays comme le Danemark, la Suisse, l'Allemagne fédérale, l'Autriche, les Etats-Unis, etc., qui se voient freinés ou même stoppés dans leurs projets par une forte détermination antinucléaire, il se pourrait bien que l'opposition manifestée à Plogoff en ce début d'année 1980 oblige la presse internationale à réviser ses jugements. Il est encore trop tôt pour en juger...

Aujourd'hui à travers ces quelques pages, dans la lignée des « revues de presse » spéciales que nous avons déjà offertes à nos lecteurs à la suite de Malville ou d'Harrisburg (*Ecologie*), voici un petit aperçu chronologique de ce qu'a écrit la presse, essentiellement quotidienne, à l'occasion des événements qui se sont passés à la Pointe-du-Raz, autour de Plogoff.

Tout au long de cette revue de presse, on retrouvera tout naturellement *Ouest-France*, quotidien de l'Ouest, premier en diffusion nationale. Il ne saurait s'agir, pour une si vaste période, qui va du 25 janvier au 9 mars 1980, de présenter des échantillons systématiques de tout ce qui s'est dit dans la presse à propos de Plogoff. Aux côtés de *Ouest-France*, on trouvera donc essentiellement des citations de quotidiens nationaux : *Libération* et *Le Matin*.

Il faut souligner à cette occasion le remarquable travail d'enquête et de réflexion qui a été fait par Yann Kermor pour les lecteurs de *Libération*.

Que ceux de nos lecteurs qui ont recueilli de leur côté des éléments intéressants dans leur presse régionale ou hebdomadaire, voire internationale, veuillent bien nous les faire parvenir. Nous pourrions alors, un peu plus tard, présenter un aperçu plus complet de la manière variée dont les médias ont « vécu » l'aventure antinucléaire de Plogoff.

Kenavo*.

Françoise HOLTZ-BONNEAU

* : A bientôt en breton.

23 janvier

Ouest-France. « A 16 h, hier, les gendarmes d'Audierne sont venus notifier dans les mairies de Plogoff, Primelin et Cleden-Cap-Sizun, la désignation de M. François Goudard, sous-préfet aux Affaires économiques du Finistère, comme délégué spécial, chargé à ce titre de procéder à la publication et l'affichage réglementaire des arrêtés préfectoraux annonçant l'enquête d'utilité publique pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff ».

Ce bref communiqué rappelle que les quatre maires concernés ont refusé l'affichage réglementaire, malgré une mise en demeure du préfet en date du 18 janvier dernier et mentionne l'existence d'un

« comité d'une bonne soixantaine de personnes ». D'autre part, il n'y a pas eu d'incident.

24 janvier

Ouest-France. Le correspondant de Douarnenez se contente de rapporter les faits qui ont marqué le début de l'affichage des arrêtés annonçant l'enquête d'utilité publique. Titre : « **Les arrêtés d'enquête affichés de nuit et déchirés de jour** ».

C'est en effet à 4 h 20 qu'a eu lieu l'affichage à Plogoff. « Une trentaine de camions de gendarmes mobiles s'étaient déplacés de Pont-Croix » (...). « Dans la commune, on s'attendait peu à cette venue... Un groupe d'une cinquantaine de

personnes montait le quart à l'arrivée de la délégation... les heurts se sont résumés à quelques bousculades et invectives ».

Les réactions ont donc commencé au petit matin à Plogoff, les trois autres communes, « récalcitrantes elles aussi », mais sans vigie : « L'affichage nocturne et le déploiement policier ont provoqué une vive indignation à Plogoff. Jean-Marie Kerloc'h, qui n'a pu être prévenu qu'à la fin de l'opération, se déclarait « outré ».

Sous la même rubrique « Plogoff », en pages régionales et non locales, on apprend aussi que « Le Conseil général du Finistère a confirmé son choix en faveur du nucléaire en repoussant un amendement déposé par deux conseillers socialistes ».

25 janvier

Libération : Annonce à la « une », en petit encadré illustré d'un graffiti, saluant le programme nucléaire comme l'annonce du IV^e Reich. Pour Yann Kermor, qui « couvrira » d'ailleurs Plogoff pendant toute la période d'effervescence anti-centrale : « C'est une ambiance de mobilisation générale qui règne à Plogoff depuis quelques jours : « David contre Goliath, tête de cochon de Bas-Bretons obstinés contre volonté toute-puissante de l'Etat souverain. Qui gagnera ? » (...) « C'est le rage aux tripes qu'ils vont défendre leur bout de terre, ces quelques dizaines d'hectares de landes qu'EDF convoite à Feunteun-Aod, au bord de l'eau à deux pas de la pointe du Raz. Déçus par l'acceptation du projet par le Conseil régional du Finistère, il savent qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs appuis dans l'opinion publique ».

28 janvier

Quest-France en page « Bretagne », à la rubrique « nucléaire », la rédaction de Quimper signale en grand titre :

« L'Union des élus socialistes du Finistère au maire de Plogoff : « Nous vous soutenons dans votre lutte ». Ces derniers approuvent le refus que manifeste le maire et la population de sa commune « contre le déroulement de l'enquête d'utilité publique ».

La même page signale que deux délégués antinucléaires de Basse-Normandie (CRILAN) se sont rendus le samedi 26 à Plogoff pour expliquer leur lutte de Flamanville aux militants antinucléaires bretons. En particulier, « ils ont raconté l'histoire de Flamanville, les travaux commencés par EDF avant même la déclaration d'utilité publique... ».

Conclusion de Didier Anger : « Ne faites pas comme nous ne jouez pas le jeu de l'enquête d'utilité publique. Faites comme ceux du Pellerin, les seuls à triompher ».

C'est ce même 26 janvier que Jean Moalic, militant antinucléaire du Cap Sizun, a annoncé que le GFA (Groupement Agricole Foncier) de Plogoff allait, après l'installation d'une bergerie, « démarrer une expérience de pétrole vert ».

30 janvier

Quest-France annonçant dans sa rubrique « informations générales » l'ouverture, le lendemain de l'enquête d'utilité publique pour la centrale nucléaire de Plogoff, met en sous-titre plus important que le titre lui-même : « La tension monte ». Ce qu'il explique plus en détail le « chapeau » : « Dans le Cap Sizun, ce sont des heures difficiles que l'on s'apprête à vivre avec l'enquête d'utilité publique (etc.), à partir de demain 31 janvier et ce, pendant six semaines. Sur le terrain, il règne depuis quelques jours une bien étrange atmosphère. Les passions se sont exacerbées ; les positions radicalisées ».

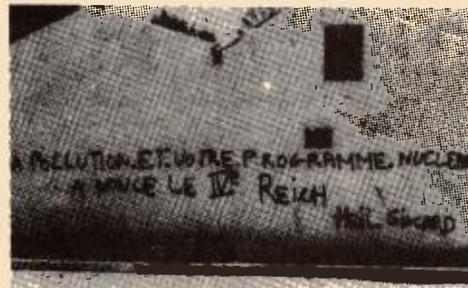
On apprend par ailleurs qu'une « opération ville morte, le Cap Sizun en deuil » a été décidée : « La plupart des commerces auront rideaux baissés dans le canton et alentour. Le Groupement d'Expansion Commerciale d'Audierne et du Cap (140 adhérents) a décidé de s'associer au mouvement ». Pendant ce temps, « trois cents hommes et un important matériel sont à Pont-Croix même », tandis que trois escadrons supplémentaires (255 h) sont en réserve en pays bigouden...

Comme le dit d'ailleurs le préfet du Finistère, « s'il y a des entraves matérielles sur les routes, je m'efforcerais de les vaincre ».

Enquête de Théo Le Diouron.

Le Canard : «...Pour convaincre ces croquants on a envoyé un peu plus de 500 gardes mobiles, leurs chiens, plus des vigiles d'une société privée. Comme le clergé de la région est largement aussi obscurantiste que la population, il a fallu réquisitionner le séminaire de Pont-Croix pour loger les « républicains ». D'eux-mêmes les curés n'en voulaient pas ».

Libération du 25.1.80



Gamma

Branle-bas de combat à Plogoff

A la veille de l'ouverture de l'enquête d'utilité publique • Lire page 3

31 janvier

Libération, dans sa rubrique « actuelles », consacre une demi-page à la « veillée d'armes à Plogoff », avec des extraits du discours de Jean-Marie Kerloc'h. Conclusion de Yann Kermor : « Qui peut savoir ce que les passions exacerbées pourront produire ? ».

Parmi les petits détails qu'ont découverts les habitants de la région de Plogoff : « La route reliant la centrale à la limite de la commune ne fera pas huit mètres de large comme prévu mais trente mètres... Une autoroute au milieu des landes de Plogoff... »

Quest-France, « Plogoff : le blocus ». Le quotidien breton relate brièvement les faits de la journée : dossiers brûlés en

particulier et occupation du siège de l'EDF à Brest.

1^{er} février

Quest-France. En premier titre à la « une » : « Plogoff : une nuit de désordres ». En page intérieure, plus de détails sur « une nuit de barricades et plusieurs milliers de manifestants ». Conclusion de cet article : « Au terme de cette longue nuit et de cette journée de jeudi, apparaît nettement dans le Cap Sizun l'accord général d'une population hostile, sinon à la centrale, du moins au déploiement des forces qu'elle suscite ». A Plogoff, la veille « écoles, mairies, commerces fermés »...

Le Matin : également à la « une », ce gros titre : « Nucléaire : Plogoff état de siège ». Andrée Mazzolini raconte par le menu l'investissement du village. « et le marin, raconte tout de go : « Maintenant, je ne me considère plus comme Français. Pour l'affichage de l'enquête, ils nous avaient mis les mousquetons sur le ventre. Pour son ouverture, ils nous ont lancé des grenades lacrymogènes ».

3 février

Libération : « Après la nuit antinucléaire, marche sur Plogoff dimanche ». **Libération** signale d'autre part que « un cahier de signatures sera à la disposition de ceux qui veulent apporter leur soutien, au Mouvement écologique, 65, boulevard Arago, 75013 Paris ».

1 février

Quest-France. A la « une » avec une photographie, un titre sur « Plogoff, rassemblement pacifique de 20 000 antinucléaires ». Il s'agissait de la cérémonie qui a marqué l'installation de la bergerie. Fin du commentaire de la photo : « la manifestation, dont l'ampleur a surpris, s'est déroulée sans incidents ». En page intérieure, le « chapeau » commence en ces termes : « Manifestation imposante de calme et de dignité ».

Libération : en titre : « Manifestation géante contre le projet de centrale nucléaire. Plogoff : 20 000 Bretons contre l'outrage ». Y. Kermor relate les propos lancés dimanche devant la foule par un vieil habitant de Cleden, commune concernée également par l'enquête : « Je viens vous demander de ne jamais oublier cette nuit du 30 au 31 janvier 1980 qui vit une force énorme se lancer à l'assaut du berceau de la résistance française. Je demande à la population de boycotter l'enquête d'utilité publique totalement et complètement ».

Le Matin annoncé à la « une », la manifestation de Plogoff est présentée en encadré ainsi « sans doute une des plus importantes manifestations antinucléaires ». C'est ensuite une page entière du

journal qui est consacrée au « combat tête d'une communauté menacée ».

5 février

Le Matin. Le point de vue d'EDF est développé, carte du réseau français de lignes à haute tension à l'appui : « La Bretagne doit accepter sa part du nucléaire ». Pour le journaliste du *Matin*, le problème n'en reste pas moins posé : « le refus des habitants de Plogoff n'est pas seulement celui du nucléaire : c'est aussi et peut-être d'abord celui d'un bouleversement profond de tout ce qui forme le « tissu » social et le « ciment » d'une communauté ».

Ouest-France et *Libération*. Il est question dans ces deux quotidiens de la destruction de la bergerie, ordonnée par le tribunal de Quimper : infractions à la législation sur le permis de construire, l'autorisation du maire n'étant pas suffisante. *Ouest-France* rapporte d'autre part que dans la nuit de dimanche à lundi, du lisier (ou purain) a été déversé « à l'emplacement où stationnent les mairies-annexes », rappelons pour mémoire que lors de « l'invention » des « mairies-annexes », à l'occasion de l'enquête d'utilité publique pour la construction d'une centrale nucléaire au Pellerin (loire-Atlantique), l'arme du lisier avait été inaugurée par les paysans du Pellerin et des environs...

PLOGOFF

Le temps du soupçon et de l'intolérance

6 février

Libération. Sous le titre « Plogoff : ils sont fous ces gendarmes », Y. Kermor raconte comment « le scénario d'une journée à Plogoff est invariablement le même depuis cinq jours. Pendant toute la journée, plusieurs dizaines de femmes viennent sans arrêt narguer les gendarmes, s'infiltrer dans leurs rangs, cherchent à pénétrer dans les camionnettes et à déchirer les registres. Ces affrontements restent verbaux et vont de la simple moquerie à l'insulte obscène dans laquelle les femmes du Cap Sizun semblent particulièrement exceller. Puis à 17 heures, peu avant que les gendarmes ne rentrent à la caserne installée dans le petit séminaire de Pont-Croix, les hommes arrivent, badins, les mains dans les poches (...). Une seule idée en tête : voir comment, ce soir-là, il est possible de casser du gendarme... Le jeu est dangereux, mais tout Plogoff s'y est mis avec un plaisir évident ».

Le Matin. Le même jour, poursuit sa présentation du problème énergétique breton : « Plogoff : entre le nucléaire et la chandelle, les écologistes ont choisi une

troisième voie ». Ce « projet Alter breton » a été lancé par le PSU-Bretagne, « résultat du travail de militants écologistes, de paysans, d'ingénieurs et de chercheurs scientifiques venus d'horizons divers : CNRS et INRA, Centre océanologique de Bretagne et Institut d'études marines ».

7 février

Ouest-France et *Le Matin* se contentent de rapporter brièvement l'une « le harcèlement », l'autre la multiplication des incidents. Les armes des habitants hostiles : pierres, pots de peinture et lisier...

8 février

Ouest-France fait le point de « huit jours d'affrontement avec les forces de l'ordre », en signalant « l'énerverment des forces de police, plus importantes que les jours passés, était évident », le jeudi 7. « Il faut dire », continue le quotidien de l'Ouest, « que les gendarmes mobiles sont soumis de la part de la population de Plogoff et depuis maintenant une semaine, à un traitement psychologique auquel ils ne sont pas habitués »...

9-10 février

Ouest-France : en premier titre à la « une » : Plogoff. Seize blessés dont quinze gendarmes après de nouveaux incidents »,

selon OF « chaque jour, une étape est franchie à Plogoff dans l'inquiétante escalade vers la violence ».

11 février

Libération se demande en gros titre à la « une » : « Plogoff : jusqu'où montera la tension ? ». Pour Libé, « dans la soirée de vendredi (8), les gendarmes ont annoncé, ce qui était faux, qu'ils avaient eu seize blessés dans leurs rangs puis se sont livrés sans retenue à une « expédition punitive ». « Samedi matin (...) surprise : parmi les gendarmes se trouvent des « blessés » de la veille ; l'un porte un petit pansement au doigt, l'autre un sparadrap sur la joue... Près d'une page sur Plogoff, ce jour-là, pour y relater tout ce climat où femmes et marins permissionnaires mènent la lutte, une fois « oubliées les querelles de village ».

11 et 12 février

Ouest-France annonce dans un pavé à la « une » qu'à Plogoff « trois habitants sur quatre demandent le retrait des gendarmes mobiles et des mairies-annexes »,

tandis qu'il signale le 12 le non du préfet « à la demande de retrait des gendarmes mobiles et des mairies annexes », tandis que la journée du lundi 11 a été calme.

13 février

Le Matin fait le point des incidents qui se sont déroulés dans les dix jours qui ont suivi la manifestation antinucléaire du 31 janvier, les gendarmes étant d'ailleurs 600 depuis le 10 février...

Ouest-France se fait l'écho « d'intolérance » de la part des antinucléaires à l'encontre de certaines personnes du lieu, telle la charcutière de Primelin, suspecte pour avoir « servi du pâté aux gendarmes ».

14 février

Libération explique en détail comment fonctionne le Comité de défense contre l'implantation de la centrale (voir encadré).

Le « Comité de défense contre l'implantation de la centrale » de Plogoff est né en juin 1976. Depuis 4 ans, ses militants se réunissent tous les premiers mardis de chaque mois. C'est Jean-Marie Kerloc'h qui en a longtemps été le président. C'est maintenant une jeune femme, Annie Carval, qui est

ouest france

à la tête. c'est le Comité qui a organisé, pendant la période d'enquête, les « tours de garde », en particulier entre 9 h et 14 h.

18 février

Libération annonce comme titres : « Occupation. La guérilla antinucléaire bat son plein ». Et en plus gros : « Plogoff : un pays en état de siège ». L'affrontement du samedi 15 a été violent puisque les forces de l'ordre « ont lancé plus de trente grenades offensives risquant à maintes reprises de blesser gravement des manifestants », cependant que « la présence des militants antinucléaires extérieurs à la commune ou à sa proche périphérie reste peu importante ».

Time, hebdomadaire américain, consacre une page entière, dans son numéro du 18 février, au nucléaire français sous le titre (peut-être ironique, peut-être étonné ?) : « Là où l'atome est admiré ». Comme le fait remarquer le journaliste : « Il n'y a que l'URSS à développer son programme nucléaire avec autant d'assiduité que la

Un nouvel échelon dans la violence

Cocktails molotov contre grenades de type « offensives »

France ». L'article essaie de percer le mystère : « Pourquoi donc la France a-t-elle été si bien épargnée par l'opposition des environnementalistes et des autres, alors que ceux-ci ont bloqué partout les programmes nucléaires ? ». Deux réponses sont proposées : c'est parce qu'« aucun grand parti, y compris les communistes, n'est antinucléaire », et que d'autre part « la France est un pays hautement centralisé, ce qui rend impuissants tous les « petits groupes de pression ».

Et cependant, conclut cette analyse, il y a bien quelque opposition au développement du nucléaire. Et de citer les 20 000 marcheurs et les 15 moutons, descendus sur « Plogoff in western Brittany »...

Ouest-France annonce à la « une » « un nouvel échelon dans la violence » puisqu'il y a eu usage de « cocktails molotov contre grenades de type « offensives ». Une note du quotidien mérite d'être soulignée : « La préfecture a fait démentir, dès qu'elle a su que la presse diffusait la nouvelle, que les forces de l'ordre avaient utilisé des grenades offensives. Le bruit est assez étourdissant pour faire la différence avec une grenade lacrymogène. Peut-être ne s'agit-il pas des grenades offensives que l'on utilise dans l'infanterie, mais celles utilisées à Plogoff samedi (16) par les gendarmes mobiles en avaient bel et bien les effets ».

19 février

Ouest-France annonce « une difficile troisième semaine d'enquête ».

20 février

Libération : « Mardi Gras à Plogoff : carnaval antinucléaire » en titre, avec un article d'une demi-page. C'est ce jour qu'est rapportée l'arrestation brutale de Clet Ansquer, gardien de prison en retraite et opposé à la centrale.

Ouest-France publie la photographie de cette arrestation et signale que la veille « Mlle Marie-Laurence Philipponneau, la fille de l'adjoint au maire de Rennes, avait été victime de brutalités policières et avait dû être hospitalisée, inanimée, souffrant de la colonne vertébrale ».

21 février

Ouest-France : « pas d'affrontements hier ».

Le télégramme de Brest : « Plogoff : la trêve » et consacre un encadré à ces « grenades dites « offensives », qualifiées

d'engins de guerre par ceux qui les reçoivent » et « changent d'appellation lorsqu'elles sont évoquées par ceux qui les lancent... Mais la « une » montre une magnifique photo en couleurs d'homme casqués, en pleins champs : « les gendarmes mobiles ont inauguré depuis peu une nouvelle tactique. Ils n'hésitent pas à poursuivre les manifestants dans les champs et les chemins » autour des camionnettes-mairies-annexes.

22 février

Ouest-France : « Hier, on était à mi-parcours des six semaines de l'enquête d'utilité publique ».

Le Matin, titre en très gros : « Plogoff : l'escalade » : « interpellations et arrestations font monter la tension ».

23 février

Le Matin, après l'incident qui a conduit une institutrice, M.-L. Philoponneau à l'hôpital, pour avoir été photographiée de force, pose la question de la photo : « toute personne interpellée doit-elle se soumettre à la photo anthropométrique ? ». « Loïc Morinaux, directeur des polices urbaines du Finistère, se réfère, pour justifier la pratique de la photo, à l'article 61 du Code de procédure pénale (ordonnance de 1961) »... Cela n'est toutefois possible qu'en certains cas, par exemple « une situation de flagrant délit permanent »... Mais notre affaire s'étant passée à Quimper, le commissaire estime qu'il est « en droit d'établir une relation entre les événements de Plogoff et les jeunes gens qui se rendaient à ce procès »... Toujours d'après Le Matin : « selon un avocat, cet état de « flagrant délit permanent » est une notion pseudo-juridique ».

Libération adopte pour la même affaire le style de l'accusation, avec ce gros titre (sous la rubrique « paras ») : « Plogoff : la gaffe du commissaire Morineau ». Marie-Laurence raconte que le commissaire devant son refus de se laisser photographier, lui a dit : « Si t'es pas tranquille, je t'envoie les CRS pour qu'on rigole un peu ».

Ouest-France consacre peu de place à Plogoff, signalant cependant en petit titre ; « Plogoff à 17 h, hier : un gendarme pour deux manifestants ».

26 février

Pour Ouest-France comme pour Libération, ce jour, il est surtout question de justice : pour le premier, la plainte du berger, blessé le samedi 23 lors des échaffourées, et qui porte plainte, pour le second, le sujet central est la préparation du procès de Clet Ansquer, le retraité de 60 ans dont « le physique le faisait plutôt ressembler à un père tranquille qu'à un dangereux terroriste » après avoir été « trente-cinq ans gardien de prison »... « Pour épauler Clet Ansquer, le Comité de défense de Plogoff soutenu par le PS, la CFDT, le PSU, l'UDB et d'autres organisations politiques de gauche » se déplacera.

27-28-29 février.

Ouest-France présente en trois jours et trois volets une enquête-analyse de Jean-Dominique Boucher, intitulée « De Flamanville à Plogoff, la montée d'une colère ».

(Ouest-France Z.I. de Rennes-Chantepie, rue du Breil, BP 586, 35012 Rennes cédex).



R. Masson

PLOGOFF : une arrestation et treize interpellations hier



(Photo Paul BILHEUX).

1-2 mars

Ouest-France titre sur « la violente charge des forces de l'ordre ».

Libération insiste le même jour sur la campagne pro-nucléaire du PCF : « Tandis que les heurts se poursuivent sur la pointe du Raz, le PCF mène campagne pour le nucléaire ». D'où ce gros titre, repris de

pancartes : « Plogoff-Kaboul, même combat »... Le malheur, c'est que deux articles parus dans « *L'Humanité* » des 26 et 27 février ont vu les contestataires de Plogoff comme « des provocateurs professionnels » venus de Paris... C'est oublier aussi, comme le souligne Yann Kermor que « Eugène Coquet et clet Ansquer, les deux habitants de Plogoff condamnés pour

avoir « agressé » les forces de police ont d'ailleurs tous deux été membres du parti et avaient déchiré leur carte en 78, après les déclarations de Marchais... ».

2-3 mars

Le Monde, relatant en titre « onze manifestants interpellés à Plogoff », signale que « des camions prenant la foule à revers arrivaient du bourg toutes sirènes hurlantes et que Mme Amélie Kerloc'h, adjointe au maire a « protesté auprès du colonel Charlot, commandant de la gendarmerie du Finistère contre la brutalité de l'intervention des forces de l'ordre ».

3 mars

Libération annonce en « pavé » à la « une » : « la nuit des barricades de Plogoff l'antinucléaire », pour un article de près d'une page entière à la rubrique « actuelles ». En « chapeau » « ce n'est qu'après une « opération » quasi-militaire que plusieurs centaines de gardes-mobiles, précédés et appuyés par un escadron de gendarmes parachutistes, des blindés, des camions-pompes et des bulldozers du génie militaire, ont pu reprendre position samedi matin (1^{er}) à l'emplacement habituel des mairies-annexes ».

5 mars

Ouest-France (à propos des sept arrestations qui ont eu lieu dans diverses communes du Cap Sizun, signale un communiqué des prisonniers politiques bretons actuellement détenus à Fresnes. Ces derniers apportent leur appui à la « résistance exemplaire » des populations de Plogoff et du Cap Sizun, « approuvées par la grande majorité du peuple breton ».

Libération

2,50 F Belgique 15 FB.Suisse 1.20 FS.Portugal 30 Esc.Pays-Bas 1.25 Fl. Italie 600 L. Espagne 50Pts. Canada 96Cts.

JEUDI 7 FEVRIER 1980 N° 1863

ZOOM

Micro-climat sur Plogoff l'antinucléaire: il pleut toujours des lacrymos

Après la marche des 2000,
les incidents se multiplient entre les Bretons et les gendarmes



(Photo Sipa-Press)

6 mars

Ouest-France raconte la « nouvelle version des bourgeois de Calais » : « Les habitants de Plogoff ont passé une partie de leur journée (du 5 mars) à fabriquer des frondes » : « Ils comptent simplement se les mettre comme un collier autour du cou et descendre, ce matin, à Quimper, devant la préfecture pour se déclarer solennellement « tous coupables » au même titre que leurs concitoyens ou d'autres manifestants arrêtés ces jours derniers et jugés cet après-midi au tribunal du chef-lieu du Finistère » (Quimper)... « La mise au point définitive de cette version 1980 de la démarche célèbre des bourgeois de Calais devait se faire hier soir, au cours d'une ultime réunion du comité local antinucléaire ».

A noter dans l'édition de ce même jour les prises de positions contre l'implantation d'une nouvelle centrale à l'extrémité du Finistère : le commandant Cousteau, la Fédération départementale de la famille rurale, la décision de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) appelant à manifester lors du procès à Quimper des militants antinucléaires ».

12 mars

Ouest-France : « lundi soir, Plogoff s'est à nouveau barricadé sur sa pointe, entassant avec courage et frénésie pour la 4^e fois depuis le début de l'enquête, pneus, carcasses et cailloux » (...) « Les deux seuls visiteurs des deux commissariats ont été un adjoint venu pour constater par lui-même les possibilités d'effaçage sans laisser de traces qu'offraient les feuilles plastifiées et inviolables du registre d'enquête ».

13 mars

Ouest-France : « à Goulien, une des quatre communes concernées par l'enquête d'utilité publique, une cinquantaine de manifestants ont participé, hier après-midi, à un enterrement symbolique avec gerbe et cercueil en placoplâtre figurant une pa-

roisse irradiée » (...) « Vendredi (14 mars), dernier jour de l'enquête, le Cap-Sizum sera « en deuil », comme au premier jour avec mairie, commerces, écoles... fermés jusqu'au départ final des mairies annexes ».

14 mars

Ouest-France mentionne des prises de position en faveur de la manifestation prévue le dimanche 16 à la Pointe-du-Raz : la SEPNB (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne, la CFDT, le MEP (Mouvement d'écologie politique) et le CRIN (Comité régional d'information nucléaire).

Le Matin faisant le tour de la situation alors que l'enquête sera close le jour même, conclut ainsi sous la plume de Jean Théfaine : « Jamais jusque-là le nucléaire n'avait rencontré en France une opposition aussi farouche et palpable venant des populations locales, des fondateurs d'une région, d'un pays »

15 mars

Ouest-France : « record de grenades lacrymogènes et offensives hier à Plogoff pour l'ultime journée d'enquête publique ». Avec un rappel chronologique des principaux faits marquants des six semaines d'enquête, sous le titre « les nerfs et les coups ».

Le matin rapporte les propos du maire de Plogoff parlant de « ces messieurs d'en face qui feraient mieux d'aller ramasser le mazout sur les plages que de venir nous embêter dans notre petit coin »... « Au mazout, au mazout », reprenait la foule. Titre : sur toute la largeur de la page 15 : « Plogoff a fêté hier le départ de l'occupation ».

17 mars

Ouest-France titre « 50 000 antinucléaires hier à Plogoff », faisant d'ailleurs remarquer en un petit encart que « selon la préfecture, 30 000 personnes ont participé hier au rassemblement de Plogoff », tandis que « FR3 a parlé de 15 000 person-

nes », « sur place, des organisateurs n'hésitaient pas à avancer le chiffre de 60 000 ».

Voir également ici-même la manière dont 3 grands quotidiens parisiens du matin ont perçu et relaté la « fête » du dimanche 16.

18 mars (seconde partie du procès à Quimper, le 17)

Libération ainsi que Le Matin font une bonne place à la « une » à cette seconde partie du procès des « casseurs » de Plogoff.

Le Matin titre en quart de page : « le pouvoir veut faire céder les Bretons », avec ce chapeau commençant par : « Quinze cents gendarmes et CRS à Quimper... », tandis que Libération titre sur les « 6 000 manifestants et 60 avocats pour les neuf de Plogoff »

Le Matin consacre ensuite une page 1/3 à ce « procès pour l'exemple », relatant bon nombre de propos tenus par les uns ou par les autres durant l'audience. A signaler aussi un très beau texte de Xavier Grall intitulé L'Offense à la Bretagne. « On n'a pas encore inventé le terme de bretonnade, mais je suis tenté de le faire après les excès commis au cap Sizun et à Quimper ». Ou encore : « Que les brigades qui tabassent nos compatriotes à la pointe du Raz nettoient nos côtes de l'abjecte mélasse ».

Françoise HOLTZ-BONNEAU

Actuel n° 6 (avril 1980) consacre 7 pages à Plogoff avec de magnifiques photos en couleur, de Michel Maiofiss. Léon Marcadet, qui a fait le reportage tout en avouant qu'il n'est pas convaincu des dangers du nucléaire, rapporte un ensemble d'excellents propos, brassant une bonne fresque « sociologique » de ceux qui se sont, dans leur diversité, affrontés à Plogoff.

Tandis que les heurts se poursuivent sur la pointe du Raz, le PCF mène campagne pour le nucléaire

«Plogoff-Kaboul, même combat»...

Les communistes ne se contentent pas d'être de farouches partisans de l'installation d'une centrale nucléaire à Plogoff et de dénoncer l'épouvantable complot fomenté contre icelle. Leur « organe central » se surpasse : les amateurs du genre « Tour de France par deux enfants » (la principale référence culturelle de fait du PCF) trouveront une perle rare en page 4 de l'Humanité » du 29

février sur le thème « qu'il était beau mon village à l'heure nucléaire ».

Que le tout soit pimenté d'une éloge des vertus du capitalisme sauvage et de la courtoisie des directeurs de centrale donne une idée de la performance... Parole d'experts : c'est un morceau d'anthologie qu'aucun sottisier ne devrait désormais se permettre d'exclure.

PLOGOFF 16 MARS 1980 OU L'ART DE VOIR UNE MANIF

Prenons quatre grands quotidiens nationaux du matin, le lundi 17 mars 1980, lendemain de la manifestation du dimanche 16 mars à Plogoff. De droite à gauche : *L'Aurore* et *Le Figaro* (devenus frères siamois), *Le Matin*, *l'Humanité*. La veille avait donc eu lieu une énorme manifestation antinucléaire pour clôturer la tumultueuse enquête d'utilité publique. A la radio-TV, on parlait le dimanche soir d'une manif calme de 20 à 40 000 participants selon les estimations.

A la « une » de nos quatre quotidiens sans doute ? De fait, voici un bandeau supérieur pour la « une » de *L'Aurore* : « 20 000... ». Non, il s'agit de doses de drogues qui ont été dérobées – rien à voir avec l'intox d'EDF, drogue douce assortie de lacrymos... Mais voici à la « une » du *Figaro* une casquette de marin ! Mais non, c'est Helmut en compagnie de son ami Valéry. Méprise passagère pour l'auteur de la revue de presse d'*Ecologie* puisque voici un dessin de Piem représentant la Bretagne : mais il s'agit de marée noire et non pas de la marée verte des manifestants antinucléaires qui a succédé à la vague des violences policières. Marée noire encore à la « une » de *l'Huma*, et pourtant une photo de manif. Des femmes, comme à Plogoff. Mais en regardant de plus près, il s'agit de la jeunesse communiste en faveur des Jeux Olympiques de Moscou. Et, comme pour les deux précédents titres : pas la moindre allusion à cet énorme déferlement antinucléaire dominical à Plogoff, ni à la « une » ni en dernière page (celles qui sont mises en réserve pour la fin du « bouclage »).

Seul de ces quatre quotidiens nationaux « grand public », *Le Matin* consacre donc à sa « une » non seulement une mention, mais plus d'un quart de page à l'événement : « 40 000 manifestants à Plogoff » en gros tire, photo (la seule de la « une ») à l'appui...

Passons aux pages intérieures de nos mêmes titres, en signalant déjà que *Le Matin* renvoie à ses pages 2, 14, 15 et 16...

L'Aurore et *Le Figaro*, même page (7), même texte, même maquette, même combat, sous la plume d'un envoyé spécial, Renaud Rosset. Des chiffres atténués : « Ils étaient des milliers hier sur la Pointe-du-Raz. Dix mille, vingt mille peut-être... ». Petite remarque discrète au passage « En fait, EDF envisage d'implanter son installation à cinq kilomètres au sud-est de cette pointe appréciée des touristes ». Ce qui veut dire en clair : « rassurez-vous braves gens et touristes, notre environnement national n'est pas menacé, comme l'ont prétendu les contestataires de la centrale nucléaire : Plogoff, ce n'est pas la Pointe-du-Raz... ». Quant au public, s'il y avait des « autochtones » (pourquoi pas des « indigènes » ?), l'envoyé spécial a également remarqué « des jeunes gens en blue-jeans arrivant des villes de la région, qui se disaient soit écologistes, soit militants bretons, soit gauchistes, souvent les trois à la fois ». Ma chère, quel cocktail explosif ! Rappelez-vous aussi que certains CRS ont

aité les Bretons de « bounoules ». Nous y sommes ici également puisque « le grand parking de la Pointe-du-Raz couvert de centaines de voitures de tourisme en été, était hier devenu un gigantesque souk (souligne par nous). De quoi s'agissait-il d'ailleurs ? D'une alternance entre des buvettes et des « stands de propagande antinucléaire ». Sans doute selon le principe bien connu qu'EDF fait de l'information et les écologistes de la propagande (voir ici même « En passant par EDF... »). Et pour terminer cette vision négative, « la kermesse (...) avait un net caractère commercial ». Comme si au fond, grâce à Plogoff, les Bretons faisaient leur beurre !

La droite a une certaine manière de voir les choses... Mais une certaine autre gauche n'a rien vu du tout ! Pas une ligne sur la manif dans *L'Humanité* du 17. Un article sur le nucléaire cependant : « Nucléaire. Oui à une centrale en Bretagne ». Tel est en effet l'avis des élus communistes du Morbihan. Selon le quotidien du PC, « les communistes bretons estiment que ce n'est pas au travers d'affrontements entre policiers et manifestants que les problèmes de la Bretagne peuvent être réglés ». Un peu comme si les Bretons avaient choisi l'affrontement avec les policiers ! Et comme le dit Armand Guillemot, maire-adjoint de Lorient : « ...pour que les Bretons puissent vivre et travailler au pays, ils ne peuvent se passer de l'énergie solaire ». Il est intéressant au passage de noter qu'une formule (de vie) qui est sortie des « rangs » écologistes, à savoir « vivre au pays » devient l'alliée de l'énergie nucléaire...

Et comme le souligne plus loin le correspondant finistérien de *L'Huma*, sous le titre « La Cornouaille en ébullition » : « La Cornouaille bretonne (Finistère) est sous les phares de l'actualité. Le projet de construction d'une centrale nucléaire, une certaine (? NDLR) opposition qui l'entoure, voilà ce que l'information retient de ce qui se passe en Cornouaille. Et pourtant, ce qui y fait ravage aujourd'hui comme hier, c'est le déferlement au Tribunal de commerce de dépôts de bilan et fermetures d'entreprise » : Certes ! Mais la presse de droite, qui devrait être l'ennemi principal (de classe), a-t-elle tellement braqué ses phares sur Plogoff ? Et sous quel éclairage *L'Aurore* et *Le Figaro* conjoints (mariage selon nature) ont-ils fait la lumière sur les problèmes de Plogoff ? Mais passons à la conclusion de notre article sur « la Cornouaille en ébullition » : « il est vrai qu'il est plus rassurant pour le pouvoir qu'apparaissent seulement les « banderillades » de Plogoff ». Plogoff... boff..

Dans *Le Matin* par contre, l'éditorial est même consacré à Plogoff, sous le titre « « Démocratie à la française » à l'heure de Plogoff », avec cette conclusion : « Bref, quelques milliers de Bretons viennent de rappeler à des millions de Français que la détermination et la volonté d'une communauté sont des vertus qui peuvent contrebalancer l'autorité du pouvoir central ». Et c'est ensuite une double page (14 et 15) qui est consacrée à « près de 50 000 manifestants antinucléaires à la Pointe-du-Raz », la deuxième page du volet titrant : « Plogoff : une fête sans casques ni képis ». *Le Matin* signale à ce propos en un article d'un quart de page que « 120 000 opposants au nucléaire ont manifesté ce week-end » en Suède. En encadré également un « appel de 90 scientifiques bretons », dont le doyen de la Faculté des Sciences de Brest. Les signatures sont à adresser à Appel sciences Plogoff, 9, allée de la Penfeld, Plouzané, 20290 Saint-Renan. *Le Matin* consacre par ailleurs toute sa page 15 à la « fête sans casques ni képis », parlant de « kermesse », mais aussi de « fête bretonne, entre Bretons ». Petit détail : le « pèlerinage » à la Vierge des naufragés s'est transformé en un pèlerinage à la « Vierge des irradiés »...

Comment a réagi chacun des quotidiens régionaux du 17 mars ? A nos lecteurs de nous le faire savoir en envoyant au journal leurs coupures de presse. Il serait peut-être alors intéressant de faire le point sur « l'art de voir une manif antinucléaire et bretonne »...

Françoise HOLTZ-BONNEAU

PLOGOFF ? DEJA LES PARAS ! A QUAND LE NUCLEAIRE ?

Plogoff est aujourd'hui, avec d'autres communes, le cadre d'une enquête d'utilité publique en vue de l'implantation d'une centrale électro-nucléaire, dans un site unique, puisque située à quelques 3 kilomètres de la Pointe-du-Raz (3^e site de l'hexagone et un des plus beaux d'Europe).

Cette centrale de béton devrait s'insérer en bordure de mer sur pas moins de 2 km de long. Devant le refus général des populations et municipalités concernées, le gouvernement par son représentant le préfet et EDF ont jugé bon d'effectuer une parodie d'enquête dans des mairies-annexes scrupuleusement placées (sous la très haute protection d'un nombre impressionnant de « forces de l'ordre »).

Le Pen disait : « Qu'on envoie l'armée ! »... c'est déjà fait !

Depuis une quinzaine de jours maintenant, des régiments **parachutistes**, appuient les CRS et gardes-mobiles dans leurs actions d'intimidation, de harcèlement et de répression de la population du Caz-Sizun, opposée à ce projet. Depuis vendredi, nombre de personnes furent étonnés de constater que *certains individus qui étaient, jusqu'à ces derniers jours, parachutistes, portaient maintenant des casques de gardes-mobiles*. Jusqu'à maintenant chaque matin et chaque soir pour l'arrivée et la relève des mairies-annexes, à Trogor ou Plogoff venait se greffer aux nombreuses forces déjà présentes un nombre non moins impressionnant de convois militaires, soit au total : 30 camions de l'armée, 5 grands cars et 15 à 20 camionnettes de CRS et gardes-mobiles... guère moins pour les communes avoisinantes de Primelin, Cléden-Cap-Sizun et Goulien, donnant ainsi lieu chaque jour à de violentes échauffourées.

Non contents d'utiliser les fouilles systématiques de la ronde des patrouilles continuelles, de recourir à l'utilisation de gaz C.S. (1) et lacrymogènes lancés à tir tendu (sur la douille de deux desquelles on trouva inscrit : « pour ta sale gueule de Breton », « avec tout mon cœur », voire largués par hélicoptère de grenades offensives (**creusant des trous de 20 cm dans la route et blessant**

plusieurs personnes), de frapper sur leurs boucliers en lançant des *chants de guerre et airs martiaux* (qui rappelleront à certains de pas si vieux souvenirs), l'utilisation de blindés et d'un hélicoptère de surveillance, ceux-ci ont atteint depuis vendredi dernier 29 février, un stade supérieur dans la violence et la répression.

(1) *A propos du gaz C.S. : les pires effets se produisent sur les membres les plus faibles des populations, les personnes âgées, enfants, femmes enceintes et malades. A haute concentration le C.S. tue. L'accoutumance aux lacrymogènes habituelles n'existe pas avec le C.S. Les « G.Is » (américain) ont utilisé des diffuseurs de C.S. comme chambre à gaz portatives au Viet-Nam. Outre les effets immédiats, irritations intenses voire brûlure aux yeux, des poumons, du visage et des parties à nu, blocage de la respiration, vomissements, il s'avère à long terme, suite à des expositions prolongées à de faibles concentrations de C.S., qu'il y a risques de cancers (peau, poumons), lésions des yeux, lésions des poumons. Actuellement le C.S. est très « prisé » en Irlande du Nord.*

Vendredi 29 février : il est inutile de rappeler la folle journée du vendredi 29 février, où la population de Plogoff fut encerclée, matraquée et noyée dans les lacrymogènes. Toute la nuit, des patrouilles pourchasseront les personnes réfugiées dans la lande ; certains ne reviendront à Plogoff qu'au petit matin, attendus par leur famille durant toute la nuit. « *C'est une population en transe, hébétée, hurlant sa douleur, se sentant acculée, criant son désespoir, qui s'est rassemblée dans la cour de la mairie* » (cf. *Ouest-France*, 1^{er} et 2 mars).

Durant le procès des nombreux inculpés de Plogoff, jeudi 6 mars, les CRS et gardes-mobiles entreront casqués et matraque au poing dans la salle du tribunal de Quimper, pour distribuer bon nombre de coups. L'avocat Mignard tentant de s'interposer recevra lui aussi son coup de crosse de fusil... L'avocat Choucq fut, quant à lui, suspendu pour dix jours, ce qui a pour effet d'entraîner un vif élan de réprobation et de grève de la part des Barreaux de Nantes et Quimper.

Les médecins et service de santé du Cap-Sizun, viennent de prendre position pour le refus du nucléaire et le retrait des forces militaires du Cap. Ceux-ci manifestent le lundi 10 mars.

Il est extrêmement grave de voir **tant de haine et de hargne de la part des militaires et des CRS face à une population qui aspire à sauver sa terre, son avenir et celui de ses enfants**.

Devant de tels événements on ne peut rester insensible et passif ; nous nous devons de réagir, informer autour de nous, nous regrouper (création de comités), répondre à l'appel lancé par les habitants du Cap, venir voir sur place l'incroyable détermination des pouvoirs publics et l'entêtement d'une administration bafouant les libertés de la population et la démocratie.

Il faut dès maintenant soutenir les habitants de Plogoff. C'est pourquoi nous appelons les populations et toutes les associations à condamner vigoureusement ces pratiques militaires et l'implantation du nucléaire à Plogoff – en envoyant des lettres de soutien aux municipalités concernées, en demandant des prises de position aux élus, en participant à l'action du Comité Plogoff de Nantes, en allant sur le site durant l'enquête d'utilité publique qui se terminera le 15 mars 1980 – en venant au grand rassemblement de soutien à la Pointe-du-Raz le dimanche 16 mars (nombreux stands d'information, débats, projection, diapos, musique). Une garderie sera assurée toute la journée.

- en se rendant le lundi 17 mars devant le palais de Justice de Quimper pour le procès des inculpés de Plogoff ;
- en venant s'informer au stand du Comité Plogoff durant la braderie de Nantes le samedi 15 mars ;
- en signant la pétition de soutien aux inculpés ;
- en envoyant des dons ;
- en prenant sa part de G.F.A.

Tract diffusé par le
Comité Plogoff
de Nantes

(perm. : mercredi 17 à 19 h
32, quai Malakoff, 44 Nantes)



R. Guégan

60000 POUR LA FETE

Entre la fin de l'enquête publique, c'est-à-dire le départ des gendarmes mobiles, des parachutistes et des blindés, et les procès en flagrant délit qui devaient s'ouvrir à Quimper, la région du cap Sizun a retrouvé un calme relatif. Dans une atmosphère à mi-chemin entre la fin de l'hiver et le début du printemps, la présence de milliers d'anti-nucléaires venus de toute la France a transformé une lutte locale en enjeu nationale.

Le samedi 15 mars au soir, un fest noz rassemblait les premiers arrivés. Mais c'est dimanche que la mobilisation atteignit son maximum. 55 600 entrées ont été recensées. A ce bilan officiel, il convient d'ajouter les quelques centaines de personnes ayant emprunté le sentier des douaniers qui longe la falaise, ou qui ont, tout simplement, coupé à travers la lande, tellement il était difficile de se frayer un passage à l'entrée, parfois totalement obstruée par le flot des arrivants. Au total donc, entre 55 et 60 000 personnes se sont rassemblées sur le site de la pointe du Raz pour apporter leur soutien à la population de Plogoff en lutte. Comme le disait en 76, l'ex-ministre de la qualité de la vie, André Jarrot, il ne saurait être question d'implanter une centrale nucléaire dans un des plus beaux sites d'Europe... Mais ceci est une autre histoire !

A 16 heures, environ, l'afflux était tel que la petite route menant au cap fut totalement bloquée. Depuis le matin (comme dans la soirée), elle se prêtait à un défilé incessant, à un va-et-vient continu ; mais cette fois, elle supportait un trafic trop important : sur 10 km et dans les deux sens, il était devenu impossible d'avancer. Dans des conditions pareilles, les chauffeurs de car refusaient de partir... Les Bretons étaient majoritaires mais si les cars étaient surtout immatriculés dans les départements du Finistère, du Morbihan et des Côtes-du-Nord, des véhicules originaires de la Manche, de la Sarthe, etc. les côtoyaient dans les

parkings. De nombreux comités anti-nucléaires avaient tenu à marquer leur présence, mais beaucoup d'écologistes vinrent à titre individuel. Parmi ceux-ci (en voiture, à moto, à vélo) des habitants du Var qui avaient ainsi effectué plus de 1 000 kilomètres pour s'informer, et surtout soutenir physiquement la population du cap Sizun. Un exemple parmi d'autres...

SOLIDARITE

Le même soutien se retrouvait chez les artistes et les groupes assurant l'animation musicale du rassemblement. La participation aux frais demandée relevait du symbole : 30 F pour un déplacement en car par exemple... Un tel consensus possède trop rarement cette dimension pour que ne soient pas mentionnés ces chanteurs et musiciens : Yvon Etienne, Glenmor, Sonnerien, Du Dan ar Braz, M. Philippo, Mélaïne Favennec, Margifolk, Jean Rio, Mikaël Kernel, Andra ar govill, an Triskell, Kan Lereerien ar c'hoat, Youenn Gwernig, P. Mouazan, etc. (parmi les « excusés » : Servat, C. Besson, An Triskell, P. Ewen, Tri Yann... et d'autres encore).

Outre cette partie musicale, les caisses de bière et de jus de fruit ainsi que les montagnes de sandwiches donnèrent au rassemblement un air de kermesse avec, tradition oblige, un tombola pour couronner le tout.

S'il n'y eut ni discours ni même déclarations au micro, la lutte anti-nucléaire n'était pas oubliée pour autant. Bien au contraire. Entre les stands d'alimentation et de boissons, étaient dressés une tente réservée au GFA ainsi que de nombreux stands d'information avec brochures, panneaux documentaires, films et photos sur les récents événements.

Dès le milieu de la journée, le collectif organisant le rassemblement collectif composé de la coordination Bretagne des C.A.N., du PSU, du PS, de l'UDB, de Skol en Emsav, de la CSCV, de Vie Nouvelle, des AT, des Paysans travailleurs, de l'ASEPNB, de l'APPSB (1), pouvait s'estimer satisfait du déroulement de la manifestation : à part des problèmes dus à la circulation et à une surcharge d'annonces à faire passer au micro, tout se déroulait bien. On ne relevait aucun incident et chacun déambulait dans une atmosphère où perçait un sentiment de libération et de soulagement.

Les rentrées financières, principalement destinées à venir en aide aux emprisonnés, furent jugées « correctes ». A l'origine, le comité de défense de Plogoff, auquel fut versée une partie substantielle de ces fonds, était pourtant réticent à l'idée d'une « fête ». On le comprend aisément : les emprisonnements venaient de se produire... Mais finalement, l'idée d'un rassemblement de soutien fut discutée et approuvée par le comité de défense. **Et en huit jours, le rassemblement fut organisé.**

De quoi convaincre au passage les sceptiques vis-à-vis du rassemblement international de la Hague prévu les 28 et 29 juin prochain. De quoi prouver surtout, que l'« après Malville » est une période révolue (si toutefois l'on considère que l'expression ne décrit pas, mais explique la forme qu'a revêtu la contestation anti-nucléaire durant cette période).

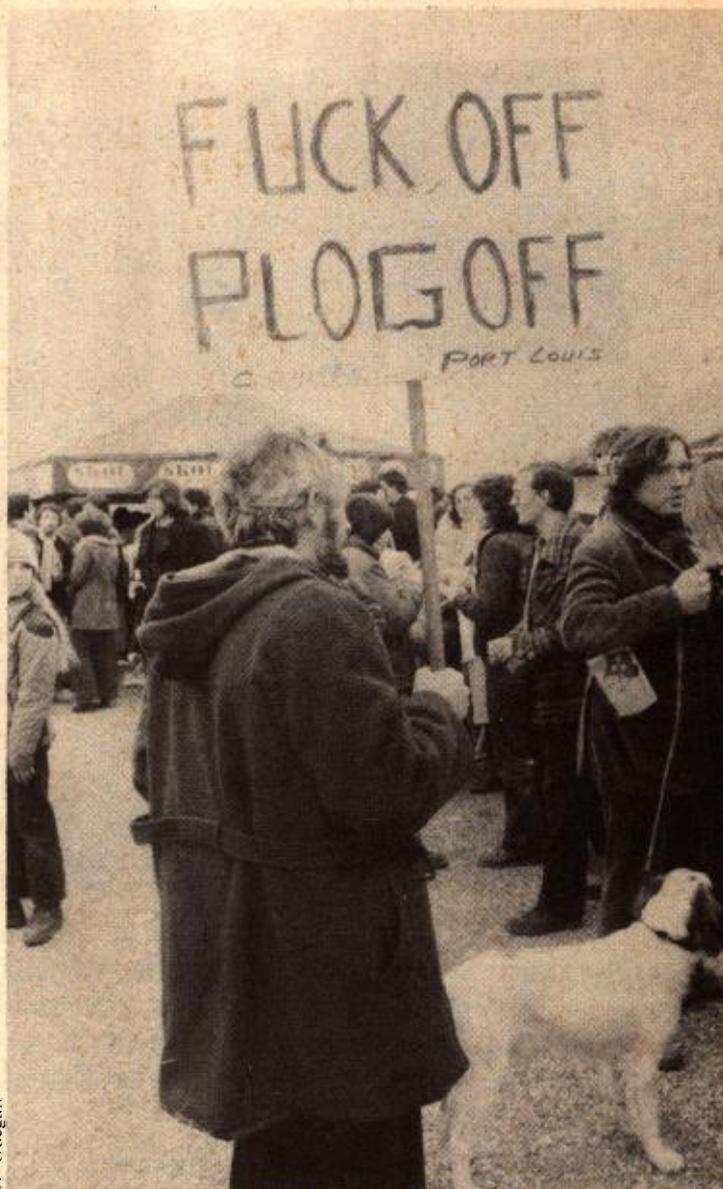
Nul doute que la mobilisation de 55 000 personnes a influencé le jugement rendu par le tribunal de Quimper. A plus long terme, le soutien national à la lutte de Plogoff peut être décisif. « *La grande erreur d'E.D.F. indique un membre du collectif, est de ne pas avoir compris à quelle population elle avait à faire... Elle faisait confiance à une étude du CNRS indiquant que la population du cap était constituée de gens arriérés et crédules...* ». Or, les gens du cap sont attachés à leur pays et ne veulent pas d'une centrale. Pour se défendre, ils iront jusqu'au bout, quitte à enfreindre la légalité de la République française. Particulièrement si la bergerie, érigée sur le site convoité, vient à être menacée.

L'écho actuel qu'a suscité dans le public l'occupation militaire de Plogoff est donc une donnée à prendre en considération par le gouvernement, surtout à un an des présidentielles...

D'autre part, bien que la Bretagne ait des traditions de lutte bien particulières, les Bretons ne privilégient pas pour autant la lutte extrémiste : si dimanche on parlait parfois de sortir les fusils, on évoquait aussi la coordination et le renforcement des CLIN (Coordination locale d'information sur le nucléaire) nouvellement nées.

Du rassemblement de Plogoff, le 16 mars 1980, sont donc sortis renforcés, et le mouvement breton et le mouvement anti-nucléaire. Un rapprochement et une dynamique qui ne trompent personne, surtout pas EDF et Cie...

Robert GUEGAN



GFA ET BERGERIE SAUVAGE

PLOGOFF-LARZAC
Résistance civile
à la Société militaire, nucléaire,
policière
A la mort nucléaire, les Bretons
opposent les brebis

ALAIN-PIERRE LE BERGER

De parents bretons (Ille-et-Vilaine), il est né à Paris comme beaucoup d'émigrés, mais venait en vacances à Brest. Après ses études, il part en Haute-Provence où il est ouvrier agricole pendant un an. Son « patron » fait faillite et il partage alors son temps entre un boulot d'éducateur et l'élevage de 48 brebis qu'il a achetées. Devant les problèmes de pâtures, il songe à s'installer ailleurs. Venu en août 1979 à Quimper il est attiré par la résistance à Plogoff et propose ses services aux gérants d'alors du GFA, Eugène Perrot et Ronan Bourdon.

dessin Nono OXYGÈNE/N° 12



Alain-Pierre CONDETTE, le berger du G.F.A.

Il s'installe officiellement à Plogoff comme berger, sur les terrains du GFA, le 3 février 1980, soutenu par 30 000 manifestants !

R. M.

PRENEZ DES PARTS DU GFA

Pour acquérir des parts du GFA (Groupement Foncier Agricole). Ecrire au GFA-Plogoff, Boîte Postale 5, 29151 Plogoff en joignant une enveloppe timbrée à votre adresse, pour recevoir une procuration que vous renverrez dûment remplie avec la somme de **100 F par part**. Seules les personnes physiques peuvent souscrire ; il faut une procuration par personne, et chaque personne peut souscrire plusieurs parts.

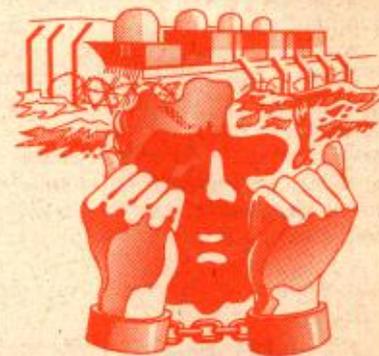
SOUSCRIPTION JUDICIAIRE DU COMITE DE DEFENSE DE PLOGOFF

Les procès coûtent cher. Les habitants de Plogoff ont besoin d'aide. Envoyer les contributions financières à la présidente du Comité de défense Plogoff : Annie Carval, Moulin-Carn, Plogoff, 29113 Audierne.

BIER BRENNILIS, L'ILE LONGUE, AUJOURD'HUI

PLOGOFF

informez-vous ! Si vous êtes d'accord avec nous, lutez dès maintenant
demain il sera trop tard !



LES CENTRALES NUCLEAIRES NE SERONT PAS IMPOSEES AUX POPULATIONS QUI LES REUSENT

Cette brochure de format 21 x 29,7 fait le point sur le problème du nucléaire en général et la situation de Plogoff en particulier, d'une manière simple et claire, schémas à l'appui, le tout en 20 pages.

Commandes à : Coordination antinucléaire Bretagne, Roger Tanneau, chemin de Kerrien, 29143 Plozevet. Prix franco : 40 F + 6 F frais d'envoi.

Evid Buez Menez Arre chez J. Qarrefou, Leintan, Brennilis, 29218 Huelgoat.

Les chiffres, les mots et les coups

La presse quotidienne semble avoir surtout retenu du procès de Quimper, celui du 17 mars, des chiffres : les « neuf de Plogoff » ; pour les défendre, un nombre étonnant d'avocats : 60 ! Des forces de l'ordre assez bien représentées également : « Quinze cents gendarmes et CRS à Quimper... » affirme *Le Matin* dans un « chapeau » à la « une » du mardi 18 mars, tandis que *Ouest-France* du lendemain se doit d'apporter un rectificatif : « Sur la foi d'informations officieuses, nous avions annoncé dans notre précédente édition la présence de 1 800 gendarmes et CRS à Quimper lundi après-midi. Selon M. Morinaux, directeur départemental des polices urbaines, ils n'étaient que 700 ».

Quant aux mots qui se sont échangés dans le tribunal, ils sont assez longuement rapportés par toute la presse quotidienne, la demande du procureur en faveur de peines de prison ferme « suffisamment dissuasives » ayant fortement retenu l'attention de la presse qui avait suivi l'affaire (journaux bretons, Libération, Le Matin). Ces quotidiens, ainsi que *Le Monde* (daté du 19), s'attachent à donner un compte-rendu détaillé de l'audience, rapportant en particulier des propos d'accusés, de témoins ou d'avocats.

Tous les journalistes, ou presque, étaient donc dans le prétoire, plus ou moins à l'abri des coups. « On a gagné » disait la foule, et chacun de parler de « jugement d'apaisement ». Certes, et on oubliait encore les coups. Car il y a bien eu, selon Libération du 18 mars, « des incidents d'une rare violence (...) à Quimper alors que le procès des neuf inculpés de Plogoff n'était pas encore terminé. Qui a parlé des ratonnades de ceux qui descendaient de trois minibus pour « foutre des raclées » ? La grande presse ? A-t-on beaucoup parlé de cet homme qui a reçu au visage une grenade lacrymogène tirée à deux ou trois mètres ?

Les chiffres et les mots, oui. Et les coups pour rien ?

Libération du 28 mars revient sur les coups du 17 mars, en titrant sur les deux tiers de sa « une » : « Quimper : le police aveugle ». C'est que deux manifestants « sont en train de perdre la vue ». Le liquide corrosif qui en est la cause, par grenade interposée, semble ne pas appartenir à la « quincaillerie usuelle des policiers français ». Pour l'un d'eux, Jean-Michel Manac'h, en clinique à Quimper, les médecins ne savent pas encore s'il retrouvera la vue : « bilan deux mois... ». Y. Kermor nous apprend d'autre part que « le produit incriminé » été envoyé pour expertise dans un laboratoire spécialisé parisien.

Le 8 mars, au Tribunal correctionnel de Quimper où étaient jugés en « flagrant délit » neuf inculpés « pendant une suspension d'audience, les CRS chargent le public sorti dans la salle des pas perdus. Les forces du désordre envahissent même le prétoire, matraquent à tort et à travers, et gratifiant au passage de coups de crosse l'un des avocats qui s'interpose. M. Gourian, le commissaire de service peut bien hurler : arrêtez, mais arrêtez donc !

« Sur les bords de l'Odéon où se reflètent la Préfecture et le Palais de Justice, on avait cru pouvoir balayer en quelques jours les contestataires du cap Sizun. Singulière méprise d'un pouvoir qui fait trop facilement du mépris une arme de gouvernement ». Maurice Lucas, conseiller municipal de Douarnenez, Témoignage chrétien, lundi 17 mars 1980.

« Notre pays a besoin de centrales nucléaires, nous le savons. La Loire est une région de gens calmes et équilibrés, nous ne sommes pas à Plogoff ».

Pierre Sudreau, député maire UDF de Blois
Le Monde, 19 mars 1980.

Plogoff et les positions des partis

RPR : Guy Guerneur a déclaré le lundi 11 février à propos des « responsables » des incidents :

« Chacun retrouve là les procédés en usage dans les pays fascistes pour attaquer la démocratie en neutralisant par la peur une majorité silencieuse ».

PC : La Fédération communiste du Sud-Finistère a dénoncé :

« Les antinucléaires instaurent un climat de haine et de violence qui ne permet pas au débat démocratique de se dérouler ».

Les membres du PC de la zone de Plogoff n'ont guère apprécié cette déclaration de leurs camarades...

« L'alternative est simple : d'un côté ceux qui acceptent le sous-développement industriel de la région et se résignent à son déclin ; de l'autre luttent les communistes et les travailleurs qui veulent doter la Bretagne des moyens énergétiques indispensables à son essor ».

(« moyens énergétiques » : suivez mon doigt et en avant toutes pour une centrale nucléaire à Plogoff, une autre au Pellerin, etc. NDLR). Jean-Luc Mano L'Humanité, 26 février 1980.

« Nous avons été, à la Libération et pendant des années, parmi les artisans les plus combattifs d'une grande politique d'équipement du pays en centrales nucléaires ». « Si nous sommes persuadés qu'il y a parmi les antinucléaires des gens de bonne foi, nous avons la conviction que d'autres sont opposés à l'indépendance de la France ».

« Être antinucléaire, ce n'est pas être révolutionnaire, ce n'est pas combattre le gouvernement ».

Claude Poperen, membre du Bureau politique du PCF, le vendredi 15 février à Basse-Indre (Loire-Atlantique) :

Jean-Charles Dubard, membre du Comité central du PCF, au cours du même débat :

PS : Des militants du PS de Plogoff, mettant en cause les positions de leur parti en faveur du nucléaire, ont publiquement déchiré leur carte...

PSU : Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du PSU s'est rendue à Plogoff le lundi 16 février, tout comme elle était allée en de mêmes circonstances à Golfech :

« La mobilisation des gendarmes, l'emploi de la force, sont une volonté évidente d'intimidation. Quand j'ai été reçue par le Comité de défense, il s'agissait de mères de famille avec leurs gosses. Cela donnait une autre impression de la lutte antinucléaire et ces femmes n'ont vraiment rien à voir avec les militants professionnels se déplaçant d'un site à l'autre. En face de l'apathie générale du pays et de la déprime de la gauche, il faut absolument soutenir de telles luttes ».

PFN : Le Bureau régional du Parti des Forces Nouvelles (extrême-droite) demande dans un communiqué :

« L'intervention de l'armée pour mettre fin aux troubles exercés par les antinucléaires, l'arrestation des meneurs et la mise à pied des maires contestataires ».

« Je trouve regrettable qu'on ne laisse pas faire l'enquête publique à Plogoff (...). On empêche la population de donner son avis. Je ne vois pas pourquoi certaines minorités, parce qu'elles sont plus sonores, auraient plus de poids que l'ensemble des citoyens ».

André Giraud
au Club de la presse d'Europe 1, le dimanche 17 février 1980

QUELLES INFORMATIONS POUR LES GENS DE PLOGOFF ?

Les gens de Plogoff veulent avoir une information la plus large possible, afin de se faire une idée juste de la réalité. Pour cela, ils multiplient les contacts avec toutes les organisations susceptibles de les informer. J'ai assisté à une rencontre avec les sections CFDT du CNEXO (Centre national d'études sur l'exploitation des océans) et d'EDF.

Les scientifiques du CNEXO ont insisté sur l'utilisation abusive et falsifiée de leurs travaux par EDF (voir communiqués ci-dessous) et certains élus. Ils font une étude de valeur écologique des lieux, qui n'est en aucun cas une étude d'impact.

L'étude d'impact, elle, est faite par EDF, et les scientifiques contestent formellement les conclusions de ce « travail », car elles sont tirées d'un « modèle informatique » théorique qui ne correspond en rien à la réalité du site, notamment en ce qui concerne la « tache thermique » (EDF considère que les rejets se feraient dans un milieu thermique homogène, ce qui est contredit par l'UOB (Université de Bretagne Occidentale); celle-ci a constaté la présence d'une barre thermique froide qui bloquerait la dispersion des effluents...).

Quant aux conséquences de la radioactivité, elles reposent sur des a priori à propos des notions de dose maximale admissible fortement contestés par des scientifiques du monde entier et sur un optimisme inquiétant à propos des « rejets en fonctionnement normal » de la centrale (surtout qu'il s'agit de réacteurs d'une puissance non encore installée, donc ne permettant pas de faire d'étude réelle), et bien sûr, n'envisageant pas d'éventuels « incidents », ni encore moins d'« accident majeur »...

Quant aux agents d'EDF, pour eux, la situation est

des plus difficiles : ils ont peur des réactions de la population de Plogoff contre leurs « voitures bleues » de service d'une part, et d'autre part de flics qui s'inquiétaient de la présence d'un rôdeur près d'un poteau (agent EDF vérifiant une ligne !).

Enfin, la direction d'EDF tend la carotte (visite des agents du district de Douarnenez aux centrales de Brennilis, Chinon, pour leur montrer que tout baigne dans... le beurre), et le bâton (chantage à l'emploi : s'il n'y a plus de centrale nucléaire, il n'y a plus de courant à distribuer, donc plus de travail !). Technique patronale aussi vieille que grossière, mais qui marche encore...

Les chiffres utilisés par la direction d'EDF pour prouver le « déficit » en énergie électrique de la Bretagne sont tirés d'études diverses où la Bretagne n'est pas partout la même (cf. cartes).

Les agents CFDT d'EDF proposent à la direction de ressortir le projet thermique classique à lit fluidisé de charbon et 2 x 600 MWe à Brest, pour combler ce soi-disant déficit breton !

Il faut noter que la direction d'EDF avait annulé ce projet en 74 sous le prétexte que la Bretagne n'en avait pas besoin ! Comprend qui peut... Mais il faut dire que cette proposition ne tient pas compte des conséquences thermiques de la centrale sur l'activité des marins-pêcheurs brestoises !

Les scientifiques du CNEXO, mieux sensibilisés aux problèmes écologiques, proposent, quant à eux, l'implantation de centrales à charbon de petite puissance (200 MWe), installées à proximité de villes moyennes et dont l'excédent de chaleur (400 MXe) servirait au chauffage urbain, à un usage industriel ou encore agricole.

R. M.



EDF FACE AUX SCIENTIFIQUES

Lettre ouverte de la section syndicale CFDT DU CNEXO-COB aux conseillers régionaux de Bretagne

Au moment où vous allez devoir prendre une décision vis-à-vis de l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne, la section CFDT du CNEXO (COB) tient à apporter quelques précisions sur les études scientifiques que l'EDF vous a présentées dans le dossier de « Choix des Sites ».

Ces études sont présentées comme si elles venaient directement des organismes scientifiques. En réalité il faut souligner à nouveau la dépendance de ces organismes vis-à-vis de l'EDF. En effet ce sont des contrats de commerce qui lient le CNEXO, l'ISTPM et les laboratoires universitaires à l'EDF. L'EDF peut ainsi décider des problèmes qui seront étudiés et de ceux qui ne le seront pas. Mais surtout l'EDF est propriétaire de ces études et à ce titre elle s'est octroyée le droit de se servir à sa guise des résultats fournis par les scientifiques.

Ainsi pour le site de Flamanville les scientifiques avaient fait des études appelées « avant-projet » et « projet ». Même si elles sont bien faites ces études ne sont qu'une sorte « d'état des lieux » avant l'installation de la centrale. Or l'EDF s'en est servi pour faire une « étude d'impact » c'est-à-dire pour faire des prévisions sur les effets de la centrale alors que tous les scientifiques affirment que l'on est actuellement incapable de faire ce genre de prévision.

Cette volonté de l'EDF de faire dire aux scientifiques ce qu'ils ne savent pas se retrouve pour tous les sites étudiés. Ainsi lors des « journées de thermoécologie » organisées par l'EDF en novembre 1976 au Centre Océanologique de Bretagne les scientifiques du CNEXO qui ont présenté les études sur les sites bretons avaient refusé de mettre en avant un site plutôt qu'un autre. Dans la conclusion de leur communication ils avaient montré la faiblesse des connaissances sur ces sites. Or dans le compte rendu écrit que l'EDF a fait de ce colloque cette conclusion à disparu ?

En réalité la synthèse écologique dont disposent les conseillers régionaux n'a été faite que plus tard sans qu'aucune nouvelle connaissance ne soit acquise sur les cinq sites bretons. Par ailleurs, l'EDF refuse toujours de rendre public les

études du CNEXO sur chaque site ce qui lui permet de sélectionner les éléments qui l'intéressent et de dissimuler les insuffisances de ces études.

L'EDF utilise donc les études à sa guise et elle n'hésite pas à aller jusqu'à la censure pour cacher ses interventions. Ainsi les conseillers régionaux auront remarqué que la comparaison des sites du point de vue écologique repose essentiellement sur la tâche thermique, c'est-à-dire sur l'étendue d'eau de mer qui sera réchauffée par la centrale. Or les conseillers peuvent constater eux-mêmes qu'au tout début de la conclusion de la synthèse écologique (page 48) il y a un blanc après la phrase en caractère gras : « Un degré de sensibilité qui semble relativement faible à Plogoff essentiellement du à une tâche thermique réduite ». Dans la publication officielle du CNEXO (Rapport scientifique et technique, n° 38) la phrase complète est : « ... du à une tâche thermique réduite selon EDF ». Pourquoi cette coupure et pourquoi la suppression de l'annexe où est expliqué comment l'EDF a calculé la tâche thermique ? Parce que l'EDF ne veut pas que les élus sachent que l'étendue de cette tâche d'eau chaude n'est qu'une

hypothèse calculée par un laboratoire de l'EDF et que ce sont ces hypothèses de l'EDF qui mettent Plogoff en avant et non les études du CNEXO ou de l'ISTPM. Alors, qui veut tromper qui ?

Mais il y a plus grave, il y a tout ce dont les études fournies aux élus ne parlent pas du tout. En effet le professeur Peres qui oriente le choix des élus vers le site de Plogoff sur le seul critère du réchauffement de l'eau est en contradiction avec ses propres déclarations aux journées de thermoécologie 1976 quand il prenait la responsabilité de déclarer que ce problème était négligeable en comparaison de la taille de l'océan. Comment se fait-il que l'écologie soit abordée uniquement sous cet aspect du réchauffement alors que d'autres aspects, beaucoup plus inquiétants pour l'avenir de la population et de la nature sont totalement laissés de côté. Ainsi pourquoi n'y a-t-il rien sur les effets de la radioactivité et sur la concentration des éléments radioactifs dans les chaînes alimentaires ? Où sont les rapports du CEA sur ces questions ? Où sont également les études sur les effets du chlore qui sera rejeté en grande quantité par les centrales ?

Les élus vont-ils choisir un site sur la foi d'études partielles déformées, détournées ou tronquées ?

Les conseillers régionaux vont-ils accepter pour la population une centrale nucléaire, quel qu'en soit le site, alors que personne n'est capable actuellement d'en prévoir tous les effets et que les scientifiques qui travaillent sur les différents sites affirment qu'ils les connaissent encore très mal ?

Brest, le mardi 12 septembre 1978

ETAT DES LIEUX ET EFFETS EVENTUELS Les études du CNEXO ne sont pas faites pour prévoir les effets des centrales nucléaires sur le milieu marin.

Henri Cogan qui vient d'être élu conseiller général du canton de Pont-Croix, déclarait récemment qu'il est « contre Plogoff en attendant de plus amples informations », notamment l'étude du CNEXO sur les incidences d'une centrale sur le milieu marin.

La section CFDT du COB tient à répéter que le CNEXO ne fait pas d'étude sur les incidences d'une centrale nucléaire sur le milieu marin à Plogoff. Les études effectuées par le CNEXO sont en fait un « état des lieux » sur les sites choisis par EDF. A Plogoff comme sur les autres sites retenus, les scientifiques font des prélèvements en vue d'établir un bilan biologique du site.

Ce bilan qui est fait actuellement ne

permettrait pas de constater d'éventuels effets qu'après la construction et le démarrage de la centrale. En aucun cas il ne peut conduire à une prévision des effets avant la construction.

La déclaration de H. Cogan laisse croire que le choix définitif du site de Plogoff peut encore dépendre des conclusions du CNEXO. En fait, le démarrage des études actuelles, appelées études de projet montre au contraire que pour EDF le site est considéré comme retenu.

Il faudrait donc que la centrale soit construite et fonctionne pour qu'on en connaisse les effets. Mais dans ce cas sera-t-il encore temps de se prononcer pour ou contre ?

Section CFDT du CNEXO-COB

EN PASSANT PAR EDF

Mutations entre conclusions de scientifiques et dossiers EDF de « déclaration d'utilité publique » ou « Observations sur le dossier DUP de Plogoff »

Qu'est-ce que l'information du public à propos de l'implantation d'une centrale nucléaire ? Quel est le contenu des précieux joyaux jalousement gardés dans des mairies-annexes pendant une enquête d'utilité publique ? Ce sont les fameux « dossiers de déclaration d'enquête d'utilité publique ». Ceux-ci sont des « synthèses » réalisés par EDF à partir des études et conclusions de scientifiques du CNEOX (Centre national d'Etudes pour l'exploitation des océans), de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes), etc. Des informations soigneusement triées sur le volet comme nous l'expose dans cette note du 23 août 1979 la section CFDT du CNEOX-COB.

Le projet de dossier de déclaration d'utilité publique de Plogoff pose à nouveau les problèmes soulevés lors de la parution de la DUP d'autres sites comme Flamanville, au sujet du dossier dit « études d'impact » :

— La confusion ressentie, parce que volontairement entretenue, à la lecture du dossier DUP de Flamanville entre « état de référence » et « études d'impact » (cf. article dans *Le Monde*, du 12 juillet 1978) n'est que peu dissipée par la nouvelle présentation. Celle-ci permet de distinguer, à l'intérieur du « dossier d'impact », un chapitre « état de référence » des chapitres « influence du chantier » et « influence de la centrale en fonctionnement ». Le chapitre « état de référence » est une synthèse effectuée par EDF, à partir de ses propres données et de celles d'organismes scientifiques (CNEOX, UBO, ISTPM...) sans toujours préciser les sources exactes et, de plus, la conclusion du chapitre est de sa propre main.

Ces études sont en partie reprises dans les chapitres sur l'influence du chantier et de la centrale, dont EDF porte l'entière responsabilité. Son but est de faire croire que les effets de la centrale peuvent être et ont été calculés, ce qui n'est pas envisageable actuellement (cf. communiqué CFDT, CNEOX-COB à la presse du 30 mars 1979).



P. Graindorge

— D'autre part, même si le dossier DUP de Plogoff reprend les textes CNEOX, UBO et ISTPM, les synthèses et conclusions sont rédigées de façon à en faire disparaître les éléments importants. Ainsi, dans le dossier Plogoff destiné au choix du

site, le calcul de la tache thermique, effectué par EDF, (cf. Lettre ouverte de la Section syndicale CFDT, CNEOX-COB, aux conseillers régionaux a été remis en question par plusieurs scientifiques, ce qui n'apparaît pas dans le dossier DUP de Plogoff.

Egalement, au niveau des conclusions, les éléments qui avaient entraîné un avis défavorable de l'UBO et de l'ISTPM contre le site de Plogoff sont éliminés. Par exemple, des compléments d'études avaient fait apparaître la présence d'un front thermique et le risque « d'eaux rouges ». EDF, dans le dossier DUP de Plogoff, sans ignorer le front thermique, le minimise et n'en tire aucune conclusion, en particulier sur la possibilité de recyclage des eaux chaudes de rejet bloquées par le front.

Quant au risque d'eaux rouges (qui avait provoqué l'abandon du site d'Erdeven), il est vigoureusement nié. Cependant le texte EDF cite le nom d'un organisme microscopique rencontré en grand nombre à Plogoff, sans plus de précision. Or, cette espèce a été responsable d'eaux rouges au mois d'août 1978 (cf. *Quest-France*, d'août 1978). Beaucoup plus grave, le dossier comprend très peu d'éléments sur la radioactivité et pas du tout sur l'élimination des déchets (cf. rapport du Ministère de l'Agriculture, Centre Technique du Génie Rural des Eaux et Forêts, 1978). Cette carence avait déjà été signalée lors de la comparaison des sites bretons et rien n'a été fait depuis (cf. lettre ouverte de la section CFDT-CNEOX-COB au conseillers régionaux).

Pour Plogoff, les éléments néfastes pour EDF ont été atténués ou supprimés. Si un autre site avait été choisi, des éléments différents mais tout aussi embarrassants auraient été traités de la même manière.

Le dossier d'utilité publique est composé de façon à ne pas permettre la remise en cause de l'installation de la centrale, quelques soient les données scientifiques. Il est uniquement destiné à se conformer à la loi qui a rendu obligatoire les études d'impact, et à faire croire que toutes les précautions ont été prises.

Seul un dossier établi contradictoirement, et la possibilité de remettre en cause la centrale permettrait une information réelle et objective du public.

Dans cette optique, la CFDT redemande que soient rendues publiques les études scientifiques ayant servi à l'élaboration de ce dossier, en particulier les études d'avant-projet de l'UBO, de l'ISTPM et du CNEOX ainsi que les études de compléments d'avant-projet de l'UBO-CNEOX et de l'ISTPM.

**La section CFDT du CNEOX-COB
Brest, le 23 août 1979**

LES FEMMES DU COMITE DE DEFENSE

Plogoff est au pays de la mer. La majorité des hommes sont marins, soit pêcheurs, soit de la marchande, soit encore de la « Royale » (marine de guerre). Leur rythme de travail, par exemple 2 mois en mer, 2 mois à terre, fait que les femmes ont une part très importante dans la vie locale, tant dans la « gestion des affaires familiales » que dans la vie publique.

Au Comité de défense, les femmes sont toujours là, soutenues par leurs compagnons quand ces derniers sont à terre. Ce sont elles qui, habituées depuis des générations à résoudre les problèmes matériels, donnent à la lutte de Plogoff cette profondeur et cette solidité. Elles savent résister avec fermeté et constance, sans sombrer dans ces « coups de sang » des hommes qui conduisent aux excès...

La dure condition des femmes du pays de la mer là où plane toujours en filigrane la mort des hommes, fils ou maris, fait qu'ici la solidarité pour et dans la vie n'est pas qu'un vain mot.

R. M.

Suivent quelques conversations à bâtons rompus, avec les femmes de Plogoff, après la messe...

PLOGOFF : PAROLES DE FEMMES

« Mon mari avait un peu de temps libre à bord, et il a étudié un peu le problème du nucléaire. Il est arrivé justement 10 jours avant qu'on fasse le Comité de défense. On a eu une réunion avec Jean Moalic, et avec le PS entre parenthèse... Avant, il connaissait le principe

du chlore, des tuyaux, quand on met du chlore et tout... Il connaissait le problème du point de vue de la mer et il a approfondi la question après... » (la voisine) « ...Et nous, on a lu des livres quand même. On lisait aussi, hein ! ».

« Dans les familles on en parle. Maintenant, à tous les repas, on

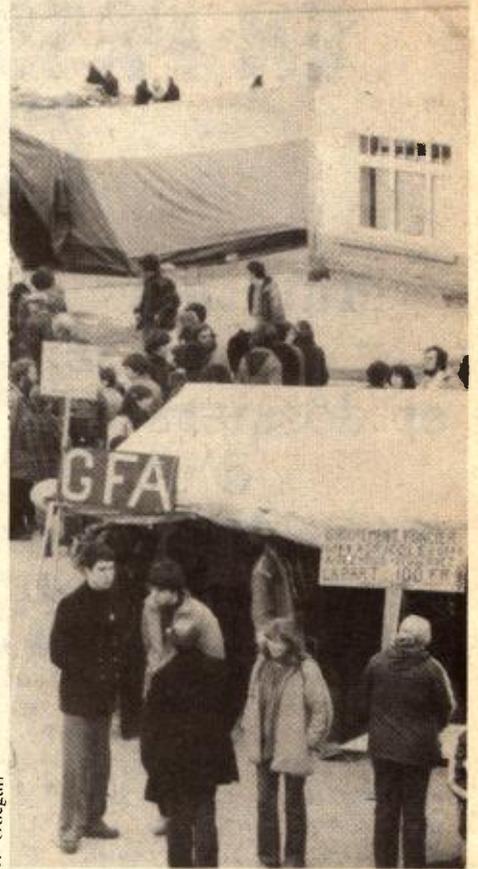
n'entend que ça... Et le Breton est têtue ! On mange du nucléaire » (rires du groupe de femmes) ».

« On n'a pas l'intention de lâcher ! Oh la la la non ! Ça ne fait que commencer : on croit à notre lutte ! ».

« On en parle depuis plus d'un an de cette enquête, puisqu'elle a déjà été retardée. Donc on avait déjà prévu ce qu'on ferait ».

« Le 24 mai, tout le monde à Plogoff ! 100 000, ça ne nous dérangerait pas ! Et eux, ils diront 50 000 ... » (rires).

« A Flamanville, ils font une manifestation le 28 juin, je crois, on y va ! Golfech, s'ils font quelque chose, on ira également ! »



R. Citegan



CHRONIQUE DE LA MAGOUILLE

(*nième épisode*)

Science et conscience

Science et scientifiques semblent être présents à l'installation d'une centrale nucléaire. Mais que deviennent les avis des « experts » et autres hommes de science ? CNEXO, ISTPM, CNRS, UBO : autant d'instituts qui sont « consultés » et dont les avis sont étrangement « traités ». Face à cette France et à cette science défigurées, les scientifiques eux-mêmes ne manquent pas de réagir...

On savait déjà que les enquêtes dites « d'utilité publique » étaient entièrement bidon. On a maintenant une preuve, une de plus, qu'elles le sont doublement. Dans un communiqué, 80 scientifiques de la faculté des Sciences de Brest – dont le doyen –, du CNEXO et de la station biologique de Roscoff viennent de dénoncer les « faiblesses, les absences et les incohérences » d'un dossier qui s'est fait passer pour un dossier d'impact (voir le texte du communiqué reproduit ci-contre).

Après avoir fait remarquer que « les délais nécessaires à des études préalables scientifiquement scientifiques n'ont pas été respectés et (que) toutes les études nécessaires n'ont pas été menées » les 80 scientifiques soulignent : « Les rédacteurs du dossier se sont permis de réinterpréter les études scientifiques d'avant-projet et de complément d'avant-projet (réalisées notamment par des chercheurs du CNEXO, de l'ISTPM et de l'UBO), d'en modifier les conclusions, voire les données brutes et de la faire passer pour de véritables études d'impact, bien qu'elles n'en aient pas les caractères. Les remarques et les protestations transmises officiellement par les chercheurs concernés ont été en grande partie ignorées, comme cela s'était déjà produit pour la centrale Flamanville. Ainsi, un point aussi important que celui de la dispersion des eaux chaudes rejetées à la mer apparaît à ce jour non résolu, bien qu'il conditionne les possibilités de refroidissement de la centrale. De nombreux indices montrent que les calculs effectués par E.D.F. s'appuient sur des hypothèses fausses ! Le problème des eaux rouges est délibérément sous-estimé ».

Science et conscience

En octobre 78 déjà, *Le Peuple*

APPEL SCIENCE PLOGOFF

APPEL DE SCIENTIFIQUES BRETONS A L'OPINION PUBLIQUE A PROPOS DE L'ENQUETE SUR LA CENTRALE NUCLEAIRE DE PLOGOFF

Les conditions déplorables de préparation et de déroulement de l'enquête publique concernant le projet de centrale nucléaire de Plogoff soulèvent l'indignation dans l'opinion publique et particulièrement dans la communauté scientifique.

Qu'ils soient favorables au développement de l'industrie nucléaire ou qu'ils émettent les plus vives réserves à son égard, tous les scientifiques conscients de leur responsabilité sociale s'accordent à considérer que, devant la gravité du problème, les choix possibles doivent être débattus dans une atmosphère de sérénité, d'indépendance et d'esprit critique à partir de dossiers d'information correctement et honnêtement instruits. Force est de constater que ces conditions ne sont pas remplies pour le choix du site de Plogoff.

Le volume apparent du dossier d'enquête publique masque mal ses faiblesses, ses absences et ses incohérences entre les faits décrits et les conclusions déduites. Les délais nécessaires à des études préalables scientifiquement significatives n'ont pas été respectés et toutes les études nécessaires n'ont pas été menées. Mais il y a pire : les rédacteurs du dossier se sont permis de réinterpréter les études scientifiques d'avant-projet et de complément d'avant-projet (réalisées notamment par des chercheurs du CNEXO, de l'ISTPM et de l'UBO) d'en modifier les conclusions, voire les données brutes et de les faire passer pour de véritables études d'impact bien qu'elles n'en aient pas les caractères. Les remarques et les protestations transmises officiellement par les chercheurs concernés ont été en grande partie ignorées, comme cela s'était déjà produit pour la centrale de Flamanville. Ainsi, un point aussi important que celui de la dispersion des eaux chaudes rejetées à la mer apparaît à ce jour non résolu bien qu'il conditionne les possibilités de refroidissement de la centrale. De nombreux indices montrent que les calculs effectués par EDF s'appuient sur des hypothèses fausses ! Le problème des eaux rouges est délibérément sous-estimé. Celui de la pollution du milieu marin par les radio-éléments rejetés n'a pas même été étudié. L'étude géologique du site tant en mer (risques d'envasement liés aux ouvrages) qu'à terre (circulation des eaux pluviales, structure et résistance du sous-sol, extraction des matériaux d'emprunt) n'a pas été réalisée.

Le dossier d'enquête publique de Plogoff est en fait un modèle de ce qu'il faudrait à tout prix éviter : une pseudo-étude d'impact servant à justifier a posteriori des choix politiques et administratifs et qui tente de s'auroleer de la caution des scientifiques et des organismes auxquels ils appartiennent. Chercheurs et organismes sont par ailleurs tenus au silence par les clauses de confidentialité des contrats d'études. Comment dans ces conditions peut-on parler d'information et de consultation démocratique des populations locales ? Les énormes intérêts économiques et financiers mis en jeu par le programme nucléaire seraient-ils à l'origine de telles pratiques ? Ne faudrait-il pas mieux établir des dossiers d'enquête scientifiquement honnêtes et débattre librement et démocratiquement des choix, plutôt que de déployer un arsenal répressif policier et judiciaire pour imposer des décisions prises dans la hâte et l'ignorance de bien des réalités ?

Les scientifiques signataires demandent aux pouvoirs publics d'annuler l'enquête d'utilité publique pour insuffisance d'information sur l'impact réel qu'aurait une centrale nucléaire de 5 200 MW installée à Plogoff. Ils apportent leur soutien et leur

Breton révélait, document à l'appui, les trucages qu'avait subi un document du CNEXO remis aux conseillers régionaux de Bretagne, ceux-là même qui donnèrent leur bénédiction à l'implantation d'une centrale à Plogoff. Bien qu'un peu long, l'extrait présenté ci-dessous possède le mérite de démontrer clairement que la pratique dénoncée par les 80 scientifiques conduit, comme ils le soulignent, à « une pseudo-étude d'impact servant à justifier a posteriori des droits politiques et qui tente de s'aérer de la caution des scientifiques et des organismes auxquels ils appartiennent ».

Concernant le modèle de dispersion de chaleur utilisé par EDF : « *Ce modèle reposait sur une simplification à deux dimensions... et sur les hypothèses suivantes (...). Toutes conditions rarement, sinon jamais, réunies dans la réalité* » font remarquer... les scientifiques qui ont collaboré aux études dites d'avant-projet commandées par EDF au CNEXO, et en partie sous-traitées à l'Université de Bretagne occidentale. Peu satisfaits des concours qui leur étaient imposés (délais trop courts notamment), comme du fait de devoir se baser sur des modèles douteux d'étendue de la pollution thermique. Ces scientifiques ont élaboré un document intitulé « Synthèse des études écologiques d'avant projet des sites de Beg an Fry, Ploomoguer, Plogoff, Saint Vio et Erdeven » qui était aussi transmis aux conseillers régionaux. Du moins dans l'une de ses versions successives. Et c'est là qu'il faut regarder de plus près. Il s'agissait en principe d'un document hors contrat, établi sous la seule responsabilité du CNEXO, sans que l'EDF ait droit de regard. Et donc sans censure, dès lors qu'un texte était adopté par les participants. Mais en fait, certains textes adoptés étaient gênants. Comme ce passage à propos du modèle de dilution de chaleur. « *Ce type de travaux aurait dû être entrepris par des océanographes physiciens qualifiés, auxquels il est regrettable que l'on n'ait pas fait appel, et orienté, autant que faire se pouvait, vers la prédiction des modifications des régimes de circulation des eaux susceptibles d'être induites aux diverses saisons par le fonctionnement de centrales du type de celles qui sont envisagées* ».

Dans la version finale, ce passage est devenu : « *Ce type de travaux aurait dû faire appel, non seulement à des hydrauliciens, mais aussi à des*

solidarité aux populations du Cap Sizun en lutte. Ils considèrent que le Gouvernement doit enfin organiser les conditions d'un large débat contradictoire et démocratique sur le programme nucléaire français.

Les signatures sont sollicitées désormais au plan national. Elles doivent être adressées à :

APPEL SCIENCE PLOGOFF
9, allée de la Penfeld
Plouzané, 29290 Saint-Renan

Liste des premiers signataires au 12 mars « Appel Science Plogoff »

• **Faculté des Sciences de Brest (U.B.O.) :**

– *Mathématiques* : Quentel (Doyen de la faculté des Sciences), Le Coz, Seva ; *Chimie* : Le Bihan (directeur adjoint de l'U.E.R. Sciences), Billiet, Quentel (C.N.R.S.) ; *Physique* : Rosmorduc, Verstraete (ORSTOM) ; *Océanographie biologique* : Alayse, Bodin, Gartener, Chasse, Glemarec, Hily, Le Fèvre (C.N.R.S.), Le Foll ; *Océanographie physique* : Gaudette, Mariette (C.N.R.S.), Maze, Merat, Queffeuou, Servan ; *Bactériologie marine* : Prieur (C.N.R.S.) ; *Biologie animale* : Monnat ; *Géologie* : Gravelle, Babin.

• **Centre océanologique de Bretagne (C.N.E.X.O.) :**

– *Biologie* : Alexandre, Antoine, Berthou, Blanchard, Bœuf, Cochard, Danel, Dao, Devauchelle, Desbryères, Domain (ORSTOM), Gaignon, Gros, Harache, Jobesoupe, Le Borgne (ORSTOM), Le Roux, Magaou, Martin, Matringe, Metailler, Moal, Nedelec, Person, Prouzet, Robin, Roux, Salaun, Samain, Sibuet, Veron ; *Chimie* : Bodennec, Aminot ; *Physique-géophysique* : Arhian, Colin de Verdière, Jarrige (ORSTOM), Le Hir, Piton (ORSTOM), Sicheier ; *Ecologie littorale* : Crassous, Derrien, Erard, Labbe, Le Fèvre-Lehoerff, Lunven, Ryckaert, Toularastel ; *Géographie* : Crèze, Jegou.

• **Station biologique de Roscoff :**

– Clavier, Dion, Dreves, Guerrier, Guillou, Guillaumont, Hamont, Kloareg, Martin, Meijer.

océanographes physiciens ». *ce qui n'apporte pas la même information. De même, après avoir indiqué que les études et avant projet en général présentaient certaines limites, les auteurs du texte initial précisait : « Les éventuels risques nucléaires auxquels le public est particulièrement sensible, ne sont pas pris en compte. Leur étude est du ressort du CEA qui traite les risques globalement, sans tenir compte de la spécificité de chaque site. Notre expérience nous amène cependant à penser que chacun des sites étudiés ici doit revêtir de ce point de vue un caractère particulier... »*

« *Dans le document final, le texte est devenu : les éventuels risques nucléaires, auxquels le public est particulièrement sensible, ne sont pas pris en compte dans la présente synthèse. Leur étude est du ressort du CEA qui traite ces risques*

par ailleurs en s'appuyant sur les études hydrauliques confiées au CNEXO. Notre expérience etc. » *Ce qui veut dire exactement le contraire. Ces modifications et quelques autres, sont apparues entre le dépôt du manuscrit et l'édition définitive, sans que la plupart des co-auteurs ait été avertie. En principe, EDF n'avait rien à dire, et le CNEXO porte seul la responsabilité de ces abus de confiance à l'égard des scientifiques dont il utilise ainsi la signature, et dont la moitié ne sont pas ses agents. En fait, cette synthèse divulguée en partie propriétaire, ce qui n'a pu se faire qu'avec son consentement... assorti de conditions. D'où, à l'évidence, les traficotages du texte... »*

Pour une centrale en projet, combien de rapports truqués ?

Et pour une centrale en fonctionnement ?

R. GUEGAN

Le Canard enchaîné • 5 mars 1980





P. Dumail



Le Canard Enchaîné du 5 mars 1980 lance un pavé dans la mare de sa « une » avec, sous la rubrique « *ça n'arrive qu'aux autres* », un article de Bernard Thomas intitulé : « *ils ont des chapeaux d'ions* ». Ce dernier fait le compte des forces en présence : 600 professionnels supérieurement armés, plus 350 CRS à Quimper, plus les gendarmes-paras de Mont-de-Marsan, sans compter « *des troupes diverses* »... Conclusion « *seule l'arme atomique n'a pas encore été signalée* ». « *En face* » (...) ces Bretons qui « *n'avaient jamais fait parler d'eux sauf pendant la Résistance* » et qui sont « *à 85 % d'accord contre* » la centrale ». Et, comme le souligne B. Thomas, « *il n'y a même pas d'affrontements socialo-communistes* » dans le coin, comme en rêve France-Soir du 3/3, vu que les cocos du cru ont presque tous déchiré leur carte ».

Enfin, il faut reconnaître que le journaliste du *Canard* a sans doute trouvé la solution pour les gens de Plogoff : « *Reste une solution, gens de Plogoff, pour que cesse l'ineptie : achetez des sangliers, lâchez les cerfs sur la lande, entre Feuten-Aod et Pors-Lobous. Alors, vous avez une chance de voir le président de la République française intervenir contre l'arrogante imbécilité de son administration, cmme il l'a fait à Rambouillet pour sauver ses chasses qu'EDF risquait de polluer en injectant une nappe de gaz dans le sous-sol* ».



Oxygène

Si vous voulez en savoir plus sur les problèmes écologiques bretons, le nucléaire en particulier, Plogoff tout particulièrement, sachez qu'il existe un « mensuel écologique breton » édité par la SEPNB (Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne).

– n° 11 : « 25 questions – 25 réponses » sur l'énergie nucléaire et une présentation du « *Projet Alter Breton* » ;

– n° 12 (15 février-15 mars 1980) : un dossier sur l'enquête de Plogoff (+ un dossier sur les nuisibles – qui n'a rien à voir avec les CRS) ;

– n° 13 (15 mars-15 avril 1980) : un dossier sur les « fissures » et une carte de ce que seraient « les conséquences d'un accident nucléaire grave à Plogoff »...

Le numéro : 6 F, 1 an (11 n°s : 55 F). SEPNB, Vallon du Stangalarc'h 29200 Brest. CCP Rennes 1361-60 X.

